

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie
P. FURLAN

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz
C. DI ANTONIO

Die Ministerin für Beschäftigung und Ausbildung
E. TILLIEUX

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung
C. LACROIX

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen,
und Vertreter bei der Großregion
R. COLLIN

—
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2015-2016*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 510 (2015-2016) Nrn. 1 bis 6

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 19. Juli 2016

Diskussion

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 20. Juli 2016

Abstimmung

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/40909]

16 FEVRIER 2023. — Décret relatif aux exigences d'accessibilité applicables aux terminaux en libre-service interactifs des transports urbains, suburbains et régionaux (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Les dispositions générales et définitions*

Article 1^{er}. Le présent décret transpose partiellement la directive (UE) 2019/882 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 relative aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, l'on entend par :

1° la directive 2019/882 du 17 avril 2019 : la directive (UE) 2019/882 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 relative aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services;

2° les personnes handicapées : les personnes qui présentent une incapacité physique, mentale, intellectuelle ou sensorielle durable dont l'interaction avec diverses barrières peut faire obstacle à leur pleine et effective participation à la société sur la base de l'égalité avec les autres;

3° un produit : une substance, une préparation ou une marchandise produite par un procédé de fabrication, à l'exclusion des denrées alimentaires, des aliments pour animaux, des plantes et animaux vivants, des produits d'origine humaine et des produits de plantes et d'animaux se rapportant directement à leur reproduction future;

4° un service : un service tel que défini à l'article 4, point 1), de la directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur;

5° un prestataire de services : toute personne physique ou morale qui fournit un service sur le marché de l'Union ou propose de fournir un service aux consommateurs dans l'Union;

6° l'opérateur économique : le fabricant, le mandataire, l'importateur, le distributeur ou le prestataire de services;

7° un consommateur : toute personne physique qui bénéficie d'un service concerné à des fins étrangères à son activité commerciale, industrielle, artisanale ou libérale;

8° une microentreprise : une entreprise qui emploie moins de dix personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 2 000 000 euros ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 2 000 000 euros;

9° une norme harmonisée : une norme harmonisée telle que définie à l'article 2, point 1), c), du règlement (UE) 1025/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif à la normalisation européenne, modifiant les directives 89/686/CEE et 93/15/CEE du Conseil ainsi que les directives 94/9/CE, 94/25/CE, 95/16/CE, 97/23/CE, 98/34/CE, 2004/22/CE, 2007/23/CE, 2009/23/CE et 2009/105/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la décision 87/95/CEE du Conseil et la décision 1673/2006/CE du Parlement européen et du Conseil;

10° une spécification technique : une spécification technique telle que définie à l'article 2, point 4), du règlement (UE) 1025/2012 qui précise les exigences à respecter en matière d'accessibilité applicables à un produit ou un service;

11° les services de transport de passagers par autobus : les services réguliers destinés à des catégories non déterminées de passagers lorsque la montée ou la descente du passager a lieu sur le territoire d'un État membre;

12° les services de transport urbains et suburbains : les services de chemin de fer, autobus et autocar, métro, tramway et trolleybus dont l'objet principal est de répondre aux besoins de transports d'un centre urbain ou d'une agglomération, y compris d'une agglomération transfrontalière, ainsi qu'aux besoins de transports entre ce centre ou cette agglomération et ses banlieues;

13° les services de transport régionaux : les services de chemin de fer, autobus et autocar, métro, tramway et trolleybus dont l'objet principal est de répondre aux besoins de transports d'une région, y compris d'une région transfrontalière;

14° terminaux en libre-service interactifs : distributeurs automatiques destinés à la fourniture de services permettant au client d'assurer lui-même toutes les phases de l'acte de vente, jusqu'à la livraison des titres de transport.

CHAPITRE 2. — *Champ d'application*

Art. 3. Sans préjudice de l'article 14, le présent décret s'applique aux services de transports urbains, suburbains et régionaux, à l'exception des transports ferroviaires, fournis aux consommateurs après le 28 juin 2025, pour ce qui concerne les terminaux en libre-service interactifs situés sur le territoire de la Région wallonne, à l'exception de ceux installés en tant que parties intégrantes de véhicules et de matériel roulant utilisé pour fournir tout élément de ces services de transport de voyageurs et de passagers.

CHAPITRE 3. — *Les exigences en matière d'accessibilité et de libre circulation*

Art. 4. § 1^{er}. Sous réserve de l'article 8, les opérateurs économiques mettent sur le marché uniquement les services visés par le présent décret étant conformes aux exigences en matière d'accessibilité prévues à l'annexe 1, section 1^{re}, sans préjudice du paragraphe 2.

§ 2. Les microentreprises qui proposent des services sont dispensées de l'obligation de se conformer aux exigences en matière d'accessibilité visées au paragraphe 1^{er} et de toutes les obligations relatives à la conformité avec ces exigences.

§ 3. Le Gouvernement établit, à destination des microentreprises, des lignes directrices et des outils pour faciliter l'application des mesures. L'élaboration de ces outils est réalisée en consultation avec les parties prenantes concernées et pertinentes.

§ 4. Une liste fournissant aux opérateurs économiques des exemples indicatifs de solutions possibles pour contribuer au respect des exigences en matière d'accessibilité énoncées à l'annexe 1^{re} figure à l'annexe 2 du présent décret.

Art. 5. Les services conformes aux exigences concernant la fourniture d'informations accessibles et la fourniture d'informations relatives à l'accessibilité prévues par les règlements (CE) n° 261/2004, (CE) n° 1107/2006, (CE) n° 1371/2007, (UE) n° 1177/2010 et (UE) n° 181/2011 et les actes pertinents adoptés sur la base de la directive 2008/57/CE sont réputés conformes aux exigences correspondantes prévues par le présent décret. Lorsque le décret prévoit des exigences supplémentaires à celles prévues dans ces règlements, celles-ci s'appliquent dans leur intégralité.

Art. 6. La Région wallonne ne fait pas obstacle, pour des raisons liées aux exigences en matière d'accessibilité, à la mise à disposition sur le marché, sur leur territoire, des services qui sont conformes au présent décret.

CHAPITRE 4. — *Les obligations des prestataires de services*

Art. 7. § 1^{er}. Les prestataires de services veillent à concevoir et à fournir des services conformément aux exigences énoncées à l'article 4.

§ 2. Les prestataires de services établissent les informations nécessaires conformément à l'annexe 3 et expliquent comment les services satisfont aux exigences applicables en matière d'accessibilité. Les informations sont mises à la disposition du public sous forme écrite et orale, y compris d'une façon qui est accessible aux personnes handicapées. Les prestataires de services conservent ces informations aussi longtemps que le service est disponible.

§ 3. Sans préjudice de l'article 14, les prestataires de services établissent des procédures afin que la fourniture des services reste conforme aux exigences applicables en matière d'accessibilité. Toute modification des caractéristiques de la fourniture du service, des exigences applicables en matière d'accessibilité et des normes harmonisées ou des spécifications techniques par rapport auxquelles est déclarée la conformité d'un service aux exigences en matière d'accessibilité, est dûment prise en considération par les prestataires de services.

§ 4. En cas de non-conformité du service, les prestataires le mettent en conformité avec les exigences applicables en matière d'accessibilité. En outre, lorsque le service n'est pas conforme aux exigences applicables en matière d'accessibilité, les prestataires de services en informent immédiatement l'autorité compétente de la Région wallonne en fournissant des précisions sur la non-conformité et sur toute mesure corrective prise.

§ 5. A la demande motivée d'une autorité compétente, les prestataires de services lui communiquent toutes les informations nécessaires pour démontrer la conformité du service avec les exigences applicables en matière d'accessibilité. Ils coopèrent avec cette autorité, à la demande de celle-ci, à toute mesure prise en vue de rendre le service conforme à ces exigences. Cette demande contient les modalités de transmission de ces informations.

§ 6. Le Gouvernement détermine l'autorité compétente visée au paragraphe 4, sans préjudice des compétences du cadre opérationnel, administratif et logistique de la police fédérale et de la police locale et précise les modalités de transmission des informations à ladite autorité.

CHAPITRE 5. — *La modification fondamentale des services et la charge disproportionnée pour les opérateurs économiques*

Art. 8. § 1^{er}. Les exigences en matière d'accessibilité visées à l'article 4 s'appliquent uniquement dans la mesure où la conformité :

1° n'exige pas de modification significative d'un produit ou d'un service qui entraîne une modification fondamentale de la nature de celui-ci et;

2° n'entraîne pas l'imposition d'une charge disproportionnée aux opérateurs économiques concernés.

§ 2. Les opérateurs économiques effectuent une évaluation afin de déterminer si la conformité avec les exigences en matière d'accessibilité visées à l'article 4 introduit une modification fondamentale ou, sur base des critères pertinents énoncés à l'annexe 4, impose une charge disproportionnée, conformément au paragraphe 1^{er} du présent article.

§ 3. Les opérateurs économiques apportent des preuves à l'appui de l'évaluation visée au paragraphe 2. Les opérateurs économiques conservent tous les résultats pertinents pendant une période de cinq ans à compter de la date de dernière fourniture d'un service. À la demande des autorités de surveillance du marché ou des autorités chargées du contrôle de la conformité des services, selon le cas, les opérateurs économiques leur fournissent une copie de l'évaluation visée au paragraphe 2.

§ 4. Les prestataires de services qui invoquent le paragraphe 1^{er}, 2°, renouvellent, pour chaque catégorie ou type de service, l'évaluation du caractère disproportionné ou non de la charge :

1° lorsque le service proposé est modifié ou;

2° à la demande des autorités chargées du contrôle de la conformité des services et;

3° en tout état de cause, au moins tous les cinq ans.

§ 5. Lorsqu'ils perçoivent, aux fins de l'amélioration de l'accessibilité, un financement provenant d'autres sources que leurs ressources propres, qu'elles soient d'origine publique ou privée, les opérateurs économiques n'invoquent pas le paragraphe 1^{er}, 2°.

§ 6. Lorsque les opérateurs économiques invoquent le paragraphe 1^{er} pour un service spécifique, ils en informent les autorités de surveillance du marché ou les autorités chargées du contrôle de la conformité des services.

L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas aux microentreprises.

§ 7. Le Gouvernement détermine les modalités d'application du présent article.

Art. 9. Les services conformes aux normes harmonisées ou à des parties de normes harmonisées dont les références ont été publiées au Journal Officiel de l'Union européenne sont présumés conformes aux exigences en matière d'accessibilité énoncées dans ce décret dans la mesure où ces normes ou parties de normes couvrent ces exigences.

Les services conformes aux spécifications techniques ou à des parties de spécifications techniques sont présumés conformes aux exigences en matière d'accessibilité énoncées dans le présent décret dans la mesure où ces spécifications techniques ou parties de spécifications techniques couvrent ces exigences.

CHAPITRE 6. — *La conformité des services*

Art. 10. § 1^{er}. Le Gouvernement établit, applique et met à jour régulièrement des procédures appropriées en vue :

1° de vérifier la conformité des services avec les exigences du décret, y compris l'évaluation visée à l'article 8, § 2, et selon la procédure décrite au paragraphe 2;

2° d'assurer le suivi des plaintes ou des rapports sur des aspects liés à la non-conformité de services avec les exigences en matière d'accessibilité énoncées dans le présent décret;

3° de vérifier que l'opérateur économique a pris les mesures correctives nécessaires.

Le Gouvernement détermine les services compétents chargés de vérifier la conformité des services tel que prévu à l'alinéa 1^{er}, 1°. Il détermine également la procédure d'introduction de plainte et détermine les services compétents pour traiter lesdites plaintes.

§ 2. Lorsqu'elles effectuent la surveillance d'un service sur le marché et que l'opérateur économique a invoqué l'article 8, les autorités de surveillance du marché compétentes :

a) vérifient si l'évaluation visée à l'article 8 a été effectuée par l'opérateur économique;

b) examinent cette évaluation et ses résultats, y compris l'utilisation correcte des critères énoncés à l'annexe 4 et;

c) contrôlent la conformité avec les exigences applicables en matière d'accessibilité.

§ 3. Le Gouvernement désigne les autorités responsables de la mise en oeuvre des procédures visées au paragraphe 1^{er} en ce qui concerne la conformité des services.

Le Gouvernement s'assure que le public soit informé de l'existence, des responsabilités, de l'identité, du travail et des décisions des autorités visées à l'alinéa 1^{er}, et met ces informations à disposition sur demande dans des formats appropriés.

CHAPITRE 7. — *Les exigences en matière d'accessibilité figurant dans d'autres actes de l'Union européenne*

Art. 11. En ce qui concerne les services visés à l'article 3, les exigences en matière d'accessibilité énoncées à l'annexe 1^{re} du présent décret constituent des exigences d'accessibilité contraignantes au sens de l'article 42, § 1^{er}, de la directive 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics et abrogeant la directive 2004/18/C, de l'article 60, § 1^{er}, de la directive 2014/25/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 relative à la passation de marchés par des entités opérant dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux et abrogeant la directive 2004/17/C et au sens de l'article 53 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

Tout service dont les caractéristiques, éléments ou fonctions sont conformes aux exigences en matière d'accessibilité énoncées à l'annexe 1^{re} du présent décret conformément à la section 3 de ladite annexe est présumé satisfaire aux obligations pertinentes en matière d'accessibilité figurant dans des actes de l'Union autres que la directive, pour ce qui est de ces caractéristiques, ces éléments ou ces fonctions, sauf mention contraire dans ces autres actes.

Art. 12. La conformité avec des normes harmonisées et des spécifications techniques ou avec des parties de normes harmonisées et de spécifications techniques adoptées conformément à l'article 15 de la directive (UE) 2019/882 du 17 avril 2019 établit une présomption de conformité avec l'article 11 dans la mesure où ces normes et ces spécifications techniques ou ces parties de normes et de spécifications techniques satisfont aux exigences en matière d'accessibilité énoncées dans le présent décret.

CHAPITRE 8. — *Les sanctions applicables*

Art. 13. § 1^{er}. Une amende administrative peut être infligée aux opérateurs économiques pour les comportements suivants :

1° le non-respect de l'article 7, § 1^{er}, est puni d'une amende comprise entre 10 000 et 16 000 euros;

2° le non-respect de l'article 7, § 2, est puni d'une amende comprise entre 5 000 et 8 000 euros;

3° le non-respect de l'article 7, § 3, est puni d'une amende comprise entre 2 500 et 4 000 euros;

4° le non-respect de l'article 7, § 4, est puni d'une amende comprise entre 5 000 et 8 000 euros;

5° le non-respect de l'article 7, § 5, est puni d'une amende comprise entre 1 250 et 2 000 euros;

6° le non-respect de l'article 8 est puni d'une amende comprise entre 2 500 et 4 000 euros.

§ 2. L'autorité compétente peut, s'il existe des circonstances atténuantes, infliger une amende administrative inférieure aux montants minima visés au paragraphe 1^{er}.

§ 3. En cas de concours de plusieurs des infractions visées au paragraphe 1^{er}, les montants des amendes sont cumulés, sans que le montant total puisse excéder le double du montant maximal de l'amende administrative la plus lourde.

§ 4. En cas de récidive dans les deux ans qui suivent une décision infligeant une amende administrative sur base du présent décret, la nouvelle amende administrative ne peut être plus basse que le double de l'amende qui a été infligée précédemment en raison d'une même infraction sauf si l'autorité compétente estime que des circonstances atténuantes peuvent être prises en considération.

§ 5. Le délai de prescription pour l'infliction d'une amende administrative est fixé à trois ans à partir de la date de commission des faits.

§ 6. Le Gouvernement fixe la procédure d'infliction d'une amende administrative et la procédure d'introduction d'un recours.

§ 7. Le présent article ne s'applique pas aux procédures de passation de marchés relevant des directives 2014/24/UE et 2014/25/UE.

CHAPITRE 9. — *Les dispositions transitoires et finales*

Art. 14. § 1^{er}. Sans préjudice du paragraphe 2, et jusqu'au 28 juin 2030, les prestataires de services ont la possibilité de continuer à fournir leurs services en utilisant des produits qu'ils utilisaient légalement pour fournir des services similaires avant cette date.

Les contrats de services convenus avant le 28 juin 2025 continuent de courir sans modification jusqu'à expiration, mais pas plus de cinq ans à compter de ladite date.

§ 2. Les terminaux en libre-service utilisés par les prestataires de services pour fournir des services avant le 28 juin 2025 peuvent continuer à être utilisés pour fournir des services similaires jusqu'à la fin de leur durée de vie économiquement utile, c'est-à-dire la période durant laquelle les terminaux sont opérationnels, cette période ne dépassant pas le 28 juin 2035.

Art. 15. Le présent décret entre en vigueur le 28 juin 2025.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 16 février 2023.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale
et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—
Note

(1) *Session 2022-2023*

Documents du Parlement wallon, 1139 (2022-2023) N^{os} 1 à 4

Compte rendu intégral, séance plénière du 15 février 2023

Discussion

Vote.

Annexe 1. Les exigences en matière d'accessibilité pour les produits et services

Section 1^{re}. — Les exigences en matière d'accessibilité liées aux services visés par le présent décret.

Afin de garantir une utilisation prévisible et optimale par les personnes handicapées, les services proposés par les services de transport urbains, suburbains et régionaux via les terminaux en libre-service, comprennent des fonctions, des pratiques, des stratégies et des procédures ainsi que des modifications du fonctionnement du service visant à répondre aux besoins des personnes handicapées et à garantir l'interopérabilité avec les technologies d'assistance. A cette fin, ces terminaux en libre-service interactifs utilisés pour la fourniture du service doivent être accessibles conformément à la section 2.

Section 2. — Les exigences générales en matière d'accessibilité liées aux produits

Les produits sont conçus et fabriqués de manière à garantir une utilisation prévisible optimale par les personnes handicapées et sont accompagnés d'informations accessibles sur leur fonctionnement et leurs caractéristiques d'accessibilité, figurant dans la mesure du possible dans ou sur le produit.

1° Les exigences relatives à la fourniture d'informations :

a) sur l'utilisation du produit, figurant sur le produit lui-même tels que l'étiquetage, les instructions et l'avertissement dont les informations sont :

i) disponibles au moyen de plusieurs canaux sensoriels;

ii) présentées de façon compréhensible;

iii) présentées aux utilisateurs de manière à ce qu'ils les perçoivent;

iv) présentées en utilisant une police de caractère de taille et de forme appropriée compte tenu des conditions d'utilisation prévisibles, ainsi qu'un contraste suffisant, et en ménageant un espace ajustable entre les lettres, les lignes et les paragraphes;

b) sur les instructions concernant l'utilisation d'un produit lorsqu'elles ne sont pas fournies sur le produit lui-même, mais sont disponibles lors de l'utilisation du produit ou par d'autres moyens comme un site internet, les fonctions d'accessibilité du produit, leur activation et leur interopérabilité avec des solutions d'assistance. Ces instructions sont mises à la disposition du public lorsque le produit est mis sur le marché et :

i) sont disponibles au moyen de plusieurs canaux sensoriels;

ii) sont présentées de façon compréhensible;

iii) sont présentées aux utilisateurs de manière à ce qu'ils les perçoivent;

iv) sont présentées en utilisant une police de caractère de taille et de forme appropriée compte tenu des conditions d'utilisation prévisibles, ainsi qu'un contraste suffisant, et en ménageant un espace ajustable entre les lettres, les lignes et les paragraphes;

v) sont disponibles, en ce qui concerne leur contenu, dans des formats de texte permettant de générer d'autres formats auxiliaires qui peuvent être présentés de différentes manières et par l'intermédiaire de plusieurs canaux sensoriels;

vi) sont accompagnées d'une présentation de substitution de tout contenu non textuel;

vii) comprennent une description de l'interface utilisateur du produit telle que la manipulation, la commande et le retour d'informations ou l'entrée-sortie, conformément au point 2 ; la description indique, pour chacun des éléments énumérés au 2°, si le produit présente ces caractéristiques;

viii) comprennent une description des fonctionnalités du produit;

ix) comprennent une description de l'interfaçage logiciel et du matériel du produit avec des dispositifs d'assistance; la description inclut une liste des dispositifs d'assistance qui ont été testés avec le produit.

Au point viii, des fonctions adaptées aux besoins des personnes handicapées sont proposées conformément au 2°. La description indique, pour chacun des éléments énumérés au 2°, si le produit présente ces caractéristiques;

2° La conception de l'interface utilisateur et des fonctionnalités

Le produit, y compris son interface utilisateur, comporte des caractéristiques, des éléments et des fonctions permettant aux personnes handicapées d'accéder au produit, de le percevoir, de l'utiliser, de le comprendre et de le commander, en veillant aux aspects suivants :

a) lorsque le produit permet la communication, y compris la communication interpersonnelle, l'utilisation, la fourniture d'informations, la commande et l'orientation, ces fonctions sont disponibles au moyen de plusieurs canaux sensoriels, en proposant des solutions de substitution à la vision, à l'audition, à la parole et au toucher;

b) lorsque le produit utilise la parole, des solutions de substitution à la parole et à l'intervention vocale sont proposées pour la communication, l'utilisation, la commande et l'orientation;

c) lorsque le produit utilise des éléments visuels, des fonctions flexibles d'agrandissement, de réglage de la luminosité et de contraste sont proposées pour la communication, la fourniture d'informations et l'utilisation, il est veillé à l'interopérabilité avec des programmes et des dispositifs d'assistance pour explorer l'interface;

d) lorsque le produit utilise des couleurs pour transmettre des informations, indiquer une action, demander une réponse ou signaler des éléments, une solution de substitution à la couleur est proposée;

e) lorsque le produit utilise des signaux auditifs pour transmettre des informations, indiquer une action, demander une réponse ou signaler des éléments, une solution de substitution aux signaux auditifs est proposée;

f) lorsque le produit utilise des éléments visuels, des fonctions flexibles sont proposées pour améliorer la clarté visuelle;

g) lorsque le produit utilise des sons, une fonction de réglage du volume et de la vitesse est proposée, ainsi que des caractéristiques audio avancées, de réduction des interférences provenant de produits proches et de clarté auditive;

h) lorsque le produit nécessite une utilisation et une commande manuelle, une commande séquentielle et des possibilités de commande autres que fondées sur la motricité fine sont proposées, en évitant que des commandes simultanées soient nécessaires pour la manipulation, et des éléments perceptibles au toucher sont disponibles;

i) le produit est conçu pour éviter les modes de fonctionnement exigeant une forte amplitude de mouvements et une grande force;

j) le produit est conçu pour éviter le déclenchement de réactions photosensibles;

k) le produit préserve la vie privée de l'utilisateur lors de son utilisation des caractéristiques d'accessibilité;

l) le produit offre une solution de substitution à l'identification et à la commande biométriques;

m) le produit garantit la cohérence des fonctionnalités et prévoit un laps de temps suffisant et flexible pour l'interaction;

n) le produit prévoit un interfaçage logiciel et matériel avec les technologies d'assistance;

o) le produit satisfait aux exigences sectorielles suivantes :

i) les terminaux en libre-service :

1. intègrent une technologie de synthèse vocale de texte;

2. permettent l'utilisation d'un casque personnel;

3. transmettent, lorsque le temps de réponse est limité, à l'utilisateur un signal par l'intermédiaire de plusieurs canaux sensoriels;

4. donnent la possibilité de prolonger le temps de réponse;

5. lorsque des touches et des boutons de commande sont disponibles, présentent un contraste suffisant et des touches et des boutons de commande perceptibles au toucher;

6. n'exigent pas, pour qu'un utilisateur puisse s'en servir, qu'une caractéristique d'accessibilité soit activée;

7. lorsque le produit utilise des signaux audio ou auditifs, il est compatible avec des dispositifs et des technologies d'assistance disponibles au niveau de l'Union, y compris des technologies auditives, telles que des appareils auditifs, des boucles auditives, des implants cochléaires et des dispositifs d'aide à l'audition;

3° les services d'assistance tels que les services d'aide, les centres d'appel, l'assistance technique, les services de relais et les services de formation, fournissent des informations sur l'accessibilité du produit et sur sa compatibilité avec les technologies d'assistance, via des modes de communication accessibles.

Section 3. — Exigences en matière d'accessibilité applicables aux caractéristiques, éléments ou fonctions des produits et services conformément à l'article 11, alinéa 2

Pour qu'il soit présumé que les obligations pertinentes énoncées dans d'autres actes de l'Union en ce qui concerne les caractéristiques, éléments ou fonctions des produits et services sont satisfaites, les conditions ci-après doivent être remplies :

1° Produits :

a) L'accessibilité des informations relatives au fonctionnement et aux caractéristiques d'accessibilité liées aux produits est conforme aux éléments correspondants figurant à la section 2, 1°, de la présente annexe, à savoir les informations sur l'utilisation du produit figurant sur le produit lui-même et les instructions concernant l'utilisation du produit qui ne sont pas fournies sur le produit lui-même, mais sont disponibles lors de l'utilisation du produit ou par d'autres moyens comme un site internet;

b) L'accessibilité des caractéristiques, éléments et fonctions de la conception de l'interface utilisateur et des fonctionnalités des produits est conforme aux exigences en matière d'accessibilité correspondantes énoncées à la section 2, 2°, de la présente annexe;

2° Services :

L'accessibilité des caractéristiques, éléments et fonctions des services est conforme aux exigences en matière d'accessibilité correspondantes en ce qui concerne ces caractéristiques, éléments et fonctions énoncées dans les sections relatives aux services de la présente annexe.

Section 4. — Critères en matière de performances fonctionnelles

Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par les personnes handicapées, lorsque les exigences en matière d'accessibilité énoncées dans les sections 1 à 3 ne traitent pas d'une ou plusieurs fonctions de la conception et de la fabrication des produits ou de la fourniture des services, ces fonctions ou moyens sont rendus accessibles par le respect des critères en matière de performances fonctionnelles qui y sont liés.

Lorsque les exigences en matière d'accessibilité comportent des exigences techniques spécifiques, les critères en matière de performances fonctionnelles ne peuvent se substituer à une ou plusieurs exigences techniques spécifiques que si et seulement si l'application des critères pertinents en matière de performances fonctionnelles est conforme aux exigences en matière d'accessibilité et qu'il est déterminé que la conception et la fabrication des produits et la fourniture des services donnent lieu à une accessibilité équivalente ou accrue dans le cadre d'une utilisation prévisible par les personnes handicapées.

a) Utilisation en l'absence de vision

Lorsque le produit ou service prévoit des modes visuels d'utilisation, il prévoit au moins un mode d'utilisation pour lequel la vue n'est pas nécessaire.

b) Utilisation en cas de vision limitée

Lorsque le produit ou service prévoit des modes visuels d'utilisation, il prévoit au moins un mode d'utilisation permettant aux utilisateurs d'utiliser le produit avec des capacités visuelles limitées.

c) Utilisation en l'absence de perception des couleurs

Lorsque le produit ou service prévoit des modes visuels d'utilisation, il prévoit au moins un mode d'utilisation pour lequel il n'est pas nécessaire que l'utilisateur perçoive les couleurs.

d) Utilisation en l'absence d'audition

Lorsque le produit ou service prévoit des modes auditifs d'utilisation, il prévoit au moins un mode d'utilisation pour lequel l'audition n'est pas nécessaire.

e) Utilisation en cas d'audition limitée

Lorsque le produit ou service prévoit des modes auditifs d'utilisation, il prévoit au moins un mode d'utilisation disposant de caractéristiques audio avancées, permettant aux utilisateurs ayant une audition limitée d'utiliser le produit.

f) Utilisation en l'absence de capacité vocale

Lorsque le produit ou service fonctionne via l'intervention vocale des utilisateurs, il prévoit au moins un mode d'utilisation ne nécessitant pas d'intervention vocale. L'intervention vocale fait référence à l'ensemble des sons générés oralement tels que des paroles, des sifflements ou des claquements de langue.

g) Utilisation en cas de capacités de manipulation ou de force limitées

Lorsque le produit ou service requiert des actions manuelles, il prévoit au moins un mode d'utilisation permettant aux utilisateurs d'utiliser le produit à l'aide d'autres actions ne nécessitant pas de commande fondée sur la motricité fine, la manipulation ou la force manuelle, ni l'utilisation de plus d'une commande au même moment.

h) Utilisation en cas d'amplitude de mouvements limitée

Les éléments servant au fonctionnement des produits sont à la portée de tous les utilisateurs. Lorsque le produit ou service prévoit un mode manuel d'utilisation, il prévoit au moins un mode d'utilisation permettant aux utilisateurs ayant une amplitude de mouvements et une force limitées d'utiliser le produit.

i) Réduction du risque de déclenchement de réactions photosensibles

Lorsque le produit prévoit des modes visuels d'utilisation, il évite les modes d'utilisation déclenchant des réactions photosensibles.

j) Utilisation en cas de capacités cognitives limitées

Le produit ou service prévoit au moins un mode d'utilisation intégrant des caractéristiques qui en rendent l'utilisation plus simple et plus facile.

k) Protection de la vie privée

Lorsque le produit ou service comporte des caractéristiques permettant l'accessibilité, il prévoit au moins un mode d'utilisation qui préserve la vie privée lors de l'utilisation de ces caractéristiques.

**Annexe 2. Les exemples indicatifs non contraignants de solutions possibles
contribuant à respecter les exigences en matière d'accessibilité énoncées à l'annexe 1^{re}**

Section unique. Les exemples liés aux exigences générales en matière d'accessibilité applicables aux produits relevant de la section 2 de l'annexe 1^{re} du présent décret

Les exigences énoncées à la section 2 de l'annexe 1 ^{re}	Les exemples
1. Les fournitures d'informations	
a)	
i)	Fournir des informations visuelles et tactiles ou des informations visuelles et auditives concernant l'endroit où il convient d'introduire une carte dans un terminal en libre-service, pour que les personnes aveugles et les personnes sourdes puissent utiliser le terminal.
ii)	Utiliser les mêmes termes de façon cohérente ou selon une structure claire et logique, pour que les personnes atteintes de déficience intellectuelle puissent mieux comprendre les informations.
iii)	Doubler un avertissement écrit d'une écriture tactile ou d'un son, pour que les personnes aveugles puissent le percevoir.
iv)	Faire en sorte que le texte puisse être lu par des personnes atteintes de déficience visuelle.
b)	
i)	Fournir des fichiers électroniques pouvant être lus par un ordinateur au moyen d'un logiciel de lecture d'écran pour que les personnes aveugles puissent utiliser les informations.
ii)	Utiliser les mêmes termes de façon cohérente ou selon une structure claire et logique, pour que les personnes atteintes de déficience intellectuelle puissent mieux comprendre les informations.
iii)	Fournir des sous-titres lorsque les instructions sont présentées dans une vidéo.
iv)	Faire en sorte que le texte puisse être lu par des personnes atteintes de déficience visuelle.
v)	Imprimer en braille, pour qu'une personne aveugle puisse utiliser les informations.
vi)	Doubler un diagramme d'une description textuelle précisant les principaux éléments ou décrivant les principales actions.
vii)	Aucun exemple fourni.
viii)	Aucun exemple fourni.
ix)	Inclure dans un guichet de banque automatique un connecteur logiciel et un logiciel permettant de brancher un casque qui retransmettra le texte apparaissant sur l'écran sous une forme sonore.
2. La conception de l'interface utilisateur et des fonctionnalités	
a)	Fournir des instructions sous forme vocale et textuelle, ou prévoir des signes tactiles sur un clavier, pour que les personnes aveugles ou les personnes malentendantes puissent interagir avec le produit.
b)	Fournir, en plus des instructions vocales données par un terminal en libre-service, des instructions sous forme de texte ou d'images, pour que les personnes sourdes puissent elles aussi effectuer les actions requises.
c)	Permettre aux utilisateurs d'agrandir un texte, de zoomer sur un pictogramme précis ou de renforcer le contraste, pour que les personnes atteintes de déficience visuelle puissent percevoir les informations.
d)	En plus de donner la possibilité de presser le bouton vert ou le bouton rouge pour sélectionner une option, inscrire les options sur les boutons, pour que les personnes daltoniennes puissent faire leur choix.
e)	Lorsqu'un ordinateur émet un signal d'erreur, afficher un texte ou une image indiquant l'erreur, permettant ainsi aux personnes sourdes de savoir qu'une erreur se produit.
f)	Renforcer le contraste des images en avant-plan, pour que les personnes atteintes de déficience visuelle puissent les voir.
g)	Permettre à l'utilisateur d'un téléphone de sélectionner le volume et de réduire les interférences avec des appareils auditifs, pour que les personnes malentendantes puissent utiliser le téléphone.
h)	Agrandir et bien séparer les boutons de l'écran tactile, pour que les personnes atteintes de tremblement puissent les presser.

Les exigences énoncées à la section 2 de l'annexe 1 ^{re}	Les exemples
<i>i)</i>	S'assurer que les boutons à presser ne nécessitent pas une grande force, pour que les personnes atteintes de déficience motrice puissent les utiliser.
<i>j)</i>	Eviter les images qui clignotent, pour que les personnes atteintes d'épilepsie ne soient pas mises en danger.
<i>k)</i>	Permettre l'utilisation d'un casque lorsque des informations vocales sont communiquées par un guichet de banque automatique.
<i>l)</i>	Comme solution de substitution à la reconnaissance des empreintes digitales, permettre à des personnes qui ne savent pas faire usage de leurs mains de sélectionner un mot de passe pour bloquer ou débloquer un téléphone.
<i>m)</i>	Faire en sorte que le logiciel réagisse de manière prévisible lorsqu'une certaine action est effectuée et laisser suffisamment de temps pour saisir un mot de passe, pour que le produit soit aisé à utiliser pour des personnes atteintes de déficience mentale.
<i>n)</i>	Proposer une connexion à un afficheur braille actualisable pour que les personnes aveugles puissent utiliser l'ordinateur.
<i>o)</i>	Les exemples d'exigences sectorielles
<i>i)</i>	Aucun exemple fourni.
<i>ii)</i>	Aucun exemple fourni.
<i>iii)</i> 1 ^{er} tiret	Un téléphone mobile est en mesure de traiter des conversations par texte en temps réel, pour que les personnes malentendantes puissent échanger des informations de manière interactive.
4 ^{ème} tiret	Permettre l'utilisation simultanée de la vidéo pour afficher le langage des signes et du texte pour écrire un message, pour que deux personnes sourdes puissent communiquer entre elles ou avec une personne qui n'est pas sourde.
<i>iv)</i>	Les sous-titres sont transmis via le décodeur, pour que les personnes sourdes puissent en faire usage.
3. les services d'assistance	Aucun exemple fourni.

Annexe 3. Les informations sur les services conformes aux exigences en matière d'accessibilité

1. Le prestataire de services inclut dans les informations évaluant la façon dont le service respecte les exigences en matière d'accessibilité visées à l'article 4 dans les clauses et les conditions générales ou dans un document équivalent. Ces informations décrivent les exigences applicables et portent, dans la mesure nécessaire à l'évaluation, sur la conception et le fonctionnement du service. Outre l'information du consommateur exigée en vertu de la loi du 21 décembre 2013 portant insertion du titre VI " Pratiques du marché et protection du consommateur » dans le Code de droit économique et portant insertion des définitions propres au livre VI, et des dispositions d'application de la loi propres au livre VI, dans les Livres I^{er} et XV du Code de droit économique, cette documentation comporte les éléments suivants :

- a)* une description générale du service dans des formats accessibles;
- b)* les descriptions et les explications nécessaires pour comprendre le fonctionnement du service;
- c)* une description de la manière dont les exigences en matière d'accessibilité prévues à l'annexe 1^{re} sont remplies par le service.

2. Pour satisfaire aux exigences du 1 de la présente annexe, le prestataire de services peut appliquer entièrement ou en partie les normes et les spécifications techniques dont les références ont été publiées au Journal officiel de l'Union européenne.

3. Le prestataire de services fournit des informations démontrant que le procédé de prestation du service et le suivi de celui qui assure sa conformité avec le 1 de la présente annexe et avec les exigences applicables du présent décret.

Annexe 4. Les critères d'évaluation du caractère disproportionné de la charge

Les critères pour l'évaluation et les preuves à apporter à l'appui de cette évaluation :

1. Le rapport entre les coûts nets de la conformité avec les exigences en matière d'accessibilité et les coûts totaux, les dépenses opérationnelles et les dépenses en capital, pour fabriquer, distribuer ou importer le produit ou fournir le service que supportent les opérateurs économiques.

Les éléments à appliquer pour évaluer les coûts nets de la conformité avec les exigences en matière d'accessibilité :

- a)* les critères liés à des coûts organisationnels ponctuels à prendre en considération dans l'évaluation :
 - i)* les coûts liés à des ressources humaines supplémentaires spécialisées dans les questions d'accessibilité;
 - ii)* les coûts liés à la formation des ressources humaines et à l'acquisition de compétences en matière d'accessibilité;
 - iii)* les coûts liés à la mise au point d'un nouveau procédé pour inclure l'accessibilité dans la prestation de services;
 - iv)* les coûts liés à la mise au point d'orientations concernant l'accessibilité;
 - v)* les coûts ponctuels liés à l'examen de la législation sur l'accessibilité;

b) les critères liés aux coûts récurrents de développement et de production à prendre en considération dans l'évaluation :

- i) les coûts liés à la conception des caractéristiques d'accessibilité pour le produit ou le service;
- ii) les coûts supportés dans le cadre des procédés de fabrication;
- iii) les coûts liés aux essais d'accessibilité concernant le produit ou le service;
- iv) les coûts liés à l'établissement de la documentation.

2. L'estimation des coûts et des avantages pour les opérateurs économiques, y compris en ce qui concerne les processus de production et les investissements, par rapport à l'avantage estimé pour les personnes handicapées, compte tenu de la quantité et de la fréquence d'utilisation d'un produit ou d'un service spécifique.

3. Le rapport entre les coûts nets de la conformité avec les exigences en matière d'accessibilité et le chiffre d'affaires net de l'opérateur économique.

Les éléments à appliquer pour évaluer les coûts nets de la conformité avec les exigences en matière d'accessibilité :

- a) les critères liés à des coûts organisationnels ponctuels à prendre en considération dans l'évaluation :
 - i) les coûts liés à des ressources humaines supplémentaires spécialisées dans les questions d'accessibilité;
 - ii) les coûts liés à la formation des ressources humaines et à l'acquisition de compétences en matière d'accessibilité;
 - iii) les coûts liés à la mise au point d'un nouveau procédé pour inclure l'accessibilité dans le développement de produits ou la prestation de services;
 - iv) les coûts liés à la mise au point d'orientations concernant l'accessibilité;
 - v) les coûts ponctuels liés à l'examen de la législation sur l'accessibilité;
- b) les critères liés aux coûts récurrents de développement et de production à prendre en considération dans l'évaluation :
 - i) les coûts liés à la conception des caractéristiques d'accessibilité pour le produit ou le service;
 - ii) les coûts supportés dans le cadre des procédés de fabrication;
 - iii) les coûts liés aux essais d'accessibilité concernant le produit ou le service;
 - iv) les coûts liés à l'établissement de la documentation.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/40909]

16. FEBRUAR 2023 — Dekret über die Barrierefreiheitsanforderungen an interaktive Selbstbedienungsterminals für den Stadt-, Vorort- und Regionalverkehr (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen und Definitionen

Artikel 1 - Durch das vorliegende Dekret wird die Richtlinie (EU) 2019/882 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. April 2019 über die Barrierefreiheitsanforderungen für Produkte und Dienstleistungen teilweise umgesetzt.

Art. 2 - Für die Anwendung des vorliegenden Dekrets gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Richtlinie (EU) 2019/882 vom 17. April 2019: die Richtlinie (EU) 2019/882 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. April 2019 über die Barrierefreiheitsanforderungen für Produkte und Dienstleistungen;

2° Menschen mit Behinderungen: Menschen, die langfristige körperliche, seelische, geistige oder Sinnesbeeinträchtigungen haben, welche sie in Wechselwirkung mit verschiedenen Barrieren an der vollen, wirksamen und gleichberechtigten Teilhabe an der Gesellschaft hindern können;

3° Produkt: einen Stoff, eine Zubereitung oder eine Ware, der bzw. die durch einen Fertigungsprozess hergestellt worden ist, außer Lebensmitteln, Futtermitteln, lebenden Pflanzen und Tieren, Erzeugnissen menschlichen Ursprungs und Erzeugnissen von Pflanzen und Tieren, die unmittelbar mit ihrer künftigen Reproduktion zusammenhängen;

4° Dienstleistung: eine Dienstleistung im Sinne der Definition von Artikel 4 Nummer 1 der Richtlinie 2006/123/EG des Europäischen Parlaments und des Rates über Dienstleistungen im Binnenmarkt;

5° Dienstleistungserbringer: jede natürliche oder juristische Person, die eine Dienstleistung auf dem Unionsmarkt erbringt oder anbietet, eine solche Dienstleistung für Verbraucher in der Union zu erbringen;

6° Wirtschaftsakteur: den Hersteller, Bevollmächtigten, Importeur, Händler oder Dienstleistungserbringer;

7° Verbraucher: jede natürliche Person, die die unter die Richtlinie fallende Dienstleistung zu Zwecken empfängt, die nicht ihrer gewerblichen, geschäftlichen, handwerklichen oder beruflichen Tätigkeit zugerechnet werden können;

8° Kleinunternehmen: ein Unternehmen, das weniger als zehn Personen beschäftigt und das entweder einen Jahresumsatz von höchstens 2 Mio. EUR erzielt oder dessen Jahresbilanzsumme sich auf höchstens 2 Mio. EUR beläuft;

9° harmonisierte Norm: eine Norm im Sinne von Artikel 2 Punkt 1, Buchstabe c) der Verordnung (EU) 1025/2012 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 25. Oktober 2016 zur europäischen Normung, zur Änderung der Richtlinien 89/686/EWG und 93/15/EWG des Rates sowie der Richtlinien 94/9/EG, 94/25/EG, 95/16/EG, 97/23/EG, 98/34/EG, 2004/22/EG, 2007/23/EG, 2009/23/EG und 2009/105/EG des Europäischen Parlaments und des Rates und zur Aufhebung des Beschlusses 87/95/EWG des Rates und des Beschlusses Nr. 1673/2006/EG des Europäischen Parlaments und des Rates;

10° technische Spezifikation: eine technische Spezifikation im Sinne des Artikels 2 Nummer 4 der Verordnung (EU) Nr. 1025/2012, die ein Mittel zur Erfüllung der für ein Produkt oder eine Dienstleistung geltenden Barrierefreiheitsanforderungen darstellt;

11° Personenbeförderungsdienste im Busverkehr: Linienverkehrsdienste für nicht näher bestimmte Gruppen von Fahrgästen, bei denen der Abfahrts- oder der Ankunftsort des Fahrgastes im Hoheitsgebiet eines Mitgliedstaats liegt;

12° Stadt- und Vorortverkehrsdienste: Verkehrsdienste mit Eisenbahnen, Bussen und Reisebussen, U-Bahnen, Straßenbahnen und Trolleybussen, deren Hauptzweck es ist, die Verkehrsbedürfnisse eines Stadtgebietes oder eines — gegebenenfalls auch grenzüberschreitenden — Ballungsraumes sowie die Verkehrsbedürfnisse zwischen einem Stadtgebiet oder Ballungsraum und dem Umland abzudecken;

13° Regionalverkehrsdienste: Verkehrsdienste mit Eisenbahnen, Bussen und Reisebussen, U-Bahnen, Straßenbahnen und Trolleybussen, deren Hauptzweck es ist, die Verkehrsbedürfnisse einer — gegebenenfalls auch grenzüberschreitenden — Region abzudecken;

14° interaktive Selbstbedienungsterminals: Automaten, die zur Erbringung von Dienstleistungen bestimmt sind, die es dem Kunden ermöglichen, alle Phasen des Verkaufsvorgangs bis hin zur Lieferung der Fahrkarten selbst durchzuführen.

KAPITEL 2 — *Geltungsbereich*

Art. 3 - Unbeschadet seines Artikels 14 gilt dieses Dekret für Stadtverkehrs-, Vorortverkehrs- und Regionalverkehrsdienste, mit Ausnahme des Schienenverkehrs, die für Verbraucher nach dem 28. Juni 2025 erbracht werden, für interaktive Selbstbedienungsterminals auf dem Hoheitsgebiet der Wallonischen Region, mit Ausnahme der Terminals, die als integrierte Bestandteile von Fahrzeugen und Schienenfahrzeugen eingebaut sind und für die Erbringung von solchen Personenverkehrsdiensten verwendet werden.

KAPITEL 3 — *Barrierefreiheitsanforderungen und freier Verkehr*

Art. 4 - § 1. Unbeschadet des Artikels 8 erbringen die Wirtschaftsakteure nur die in dem vorliegenden Dekret genannten Dienstleistungen, die die Barrierefreiheitsanforderungen in Anhang 1 Abschnitt 1 unbeschadet von Paragraph 2 erfüllen.

§ 2. Kleinstunternehmen, die Dienstleistungen anbieten, sind von der Erfüllung der Barrierefreiheitsanforderungen nach Paragraph 1 und von allen Verpflichtungen im Zusammenhang mit der Erfüllung dieser Anforderungen ausgenommen.

§ 3. Die Regierung stellt für Kleinstunternehmen Leitlinien und Instrumente auf, um die Anwendung der Maßnahmen zu erleichtern. Die Entwicklung dieser Instrumente erfolgt in Absprache mit den betroffenen und zuständigen Interessengruppen.

§ 4. Eine Liste, die den Wirtschaftsakteuren indikative Beispiele möglicher Lösungen liefert, die zur Erfüllung der Barrierefreiheitsanforderungen in Anhang 1 beitragen, bildet Anhang 2 des vorliegenden Dekrets.

Art. 5 - Bei Dienstleistungen, die den in den Verordnungen (EG) Nr. 261/2004, (EG) Nr. 1107/2006, (EG) Nr. 1371/2007, (EU) Nr. 1177/2010 und (EU) Nr. 181/2011 und den auf Grundlage der Richtlinie 2008/57/EG angenommenen einschlägigen Rechtsakten festgelegten Vorschriften über die Bereitstellung von zugänglichen Informationen und Informationen zur Barrierefreiheit entsprechen, wird davon ausgegangen, dass sie die entsprechenden Anforderungen des vorliegenden Dekrets erfüllen. Enthält das vorliegende Dekret Anforderungen, die über die in den genannten Verordnungen enthaltenen Anforderungen hinausgehen, so finden die zusätzlichen Anforderungen in vollem Umfang Anwendung.

Art. 6 - Die Wallonische Region darf die Erbringung von Dienstleistungen, die diesem Dekret genügen, in ihrem Hoheitsgebiet nicht aus Gründen verbieten, die mit Barrierefreiheitsanforderungen in Zusammenhang stehen.

KAPITEL 4 — *Pflichten der Dienstleistungserbringer*

Art. 7 - § 1. Die Dienstleistungserbringer gewährleisten, dass ihre Dienstleistungen gemäß den in Artikel 4 genannten Anforderungen gestaltet und erbracht werden.

§ 2. Die Dienstleistungserbringer erstellen die notwendigen Informationen im Einklang mit Anhang 3 und erläutern darin, inwiefern die Dienstleistungen die geltenden Barrierefreiheitsanforderungen erfüllen. Diese Informationen werden der Allgemeinheit in schriftlicher und mündlicher Form bereitgestellt, auch in einer für Menschen mit Behinderungen barrierefreien Form. Die Dienstleistungserbringer bewahren die Informationen so lange auf, wie die Dienstleistung angeboten wird.

§ 3. Unbeschadet des Artikels 14 gewährleisten die Dienstleistungserbringer durch entsprechende Verfahren, dass die geltenden Barrierefreiheitsanforderungen bei der Erbringung der Dienstleistung stets erfüllt werden. Die Dienstleistungserbringer tragen Veränderungen bei den Merkmalen der Erbringung der Dienstleistung, Veränderungen bei den geltenden Barrierefreiheitsanforderungen und Änderungen der harmonisierten Normen oder technischer Spezifikationen, auf die bei Erklärung der Übereinstimmung der Dienstleistung mit den Barrierefreiheitsanforderungen verwiesen wird, gebührend Rechnung.

§ 4. Bei Nichtkonformität stellen die Dienstleistungserbringer die Konformität der Dienstleistung mit den geltenden Barrierefreiheitsanforderungen her. Wenn die Dienstleistung den geltenden Barrierefreiheitsanforderungen nicht genügt, unterrichten die Dienstleistungserbringer unverzüglich die zuständige Behörde der Wallonischen Region, darüber; dabei machen sie ausführliche Angaben über die Nichtkonformität und die ergriffenen Korrekturmaßnahmen.

§ 5. Die Dienstleistungserbringer händigen der zuständigen Behörde auf deren begründetes Verlangen alle Informationen aus, die für den Nachweis der Konformität der Dienstleistung mit den geltenden Barrierefreiheitsanforderungen erforderlich sind. Sie kooperieren mit dieser Behörde auf deren Verlangen bei allen Maßnahmen, die zur Herstellung der Übereinstimmung mit den genannten Anforderungen ergriffen werden. Dieses Verlangen enthält die Modalitäten für die Übermittlung dieser Informationen.

§ 6. Die Regierung bestimmt die in Paragraph 4 genannte zuständige Behörde, unbeschadet der Zuständigkeiten des Einsatz-, Verwaltungs- und Logistikkaders der föderalen Polizei und der lokalen Polizei, und legt die Modalitäten für die Übermittlung der Informationen an diese Behörde fest.

KAPITEL 5 — *Grundlegende Veränderungen von Produkten oder Dienstleistungen und unverhältnismäßige Belastungen für die Wirtschaftsakteure*

Art. 8 - § 1. Die Barrierefreiheitsanforderungen nach Artikel 4 gelten nur insoweit, als deren Einhaltung

1° keine wesentliche Änderung eines Produkts oder einer Dienstleistung erfordert, die zu einer grundlegenden Veränderung der Wesensmerkmale des Produkts oder der Dienstleistung führt, und

2° zu keiner unverhältnismäßigen Belastung der betreffenden Wirtschaftsakteure führt.

§ 2. Die Wirtschaftsakteure nehmen eine Beurteilung vor, ob die Einhaltung der Barrierefreiheitsanforderungen nach Artikel 4 eine grundlegende Veränderung mit sich bringt oder aufgrund der in Anhang 4 angeführten einschlägigen Kriterien zu einer unverhältnismäßigen Belastung gemäß Paragraph 1 dieses Artikels führt.

§ 3. Die Wirtschaftsakteure dokumentieren die Beurteilung nach Paragraph 2. Die Wirtschaftsakteure bewahren alle einschlägigen Ergebnisse für einen Zeitraum von fünf Jahren ab der letzten Erbringung einer Dienstleistung auf. Auf Verlangen der Marktüberwachungsbehörden oder der für die Überprüfung der Konformität der Dienstleistungen zuständigen Behörden legen sie den Behörden eine Kopie der in Absatz 2 genannten Beurteilung vor.

§ 4. Dienstleistungserbringer, die sich auf Paragraph 1 Ziffer 2° berufen, führen ihre Beurteilung in Bezug auf das Vorliegen einer unverhältnismäßigen Belastung für jede Dienstleistungskategorie oder -art erneut aus:

1° wenn die angebotene Dienstleistung verändert wird oder

2° wenn sie von den für die Prüfung der Konformität der Dienstleistungen zuständigen Behörden dazu aufgefordert werden und

3° mindestens aber alle fünf Jahre.

§ 5. Wenn Wirtschaftsakteure zu Zwecken der Verbesserung der Barrierefreiheit nichteigene — öffentliche oder private — Mittel erhalten, berufen sie sich nicht auf Paragraph 1 Ziffer 2°.

§ 6. Wenn sich die Wirtschaftsakteure bei einer bestimmten Dienstleistung auf Paragraph 1 berufen, übermitteln sie Informationen zu diesem Zweck an die zuständigen Marktüberwachungsbehörden oder die für die Überprüfung der Konformität der Dienstleistungen zuständigen Behörden.

Absatz 1 — gilt nicht für Kleinunternehmen.

§ 7. Die Regierung legt die Durchführungsbestimmungen des vorliegenden Artikels fest.

Art. 9 - Bei Dienstleistungen, die den harmonisierten Normen oder Teilen davon, deren Fundstellen im Amtsblatt der Europäischen Union veröffentlicht wurden, entsprechen, wird insofern eine Konformität mit den Barrierefreiheitsanforderungen dieses Dekrets vermutet, als sich diese Normen oder Teile davon auf diese Anforderungen erstrecken.

Dienstleistungen, die den technischen Spezifikationen oder Teilen davon entsprechen, gelten als konform mit den Barrierefreiheitsanforderungen dieses Dekrets, sofern diese Anforderungen durch diese technischen Spezifikationen oder Teile davon abgedeckt werden.

KAPITEL 6 — Konformität von Dienstleistungen

Art. 10 - § 1. Die Regierung entwickelt, implementiert und aktualisiert regelmäßig geeignete Verfahren, um

1° die Übereinstimmung der Dienstleistungen mit den Anforderungen dieses Dekrets einschließlich der Beurteilung nach Artikel 8 § 2 zu kontrollieren, wobei das in Absatz 2 beschriebene Verfahren angewandt wird;

2° Beschwerden oder Berichten über Dienstleistungen nachzugehen, die die Barrierefreiheitsanforderungen dieses Dekrets nicht erfüllen;

3° zu kontrollieren, dass der Wirtschaftsakteur die notwendigen Korrekturmaßnahmen durchgeführt hat.

Die Regierung bestimmt die zuständigen Stellen, die mit der Überprüfung der Konformität der Dienstleistungen im Sinne von Absatz 1 Ziffer 1° beauftragt sind. Sie bestimmt außerdem das Verfahren zur Einreichung von Beschwerden und die für die Bearbeitung dieser Beschwerden zuständigen Stellen.

§ 2. Hat sich der Wirtschaftsakteur auf Artikel 8 berufen, so müssen die einschlägigen Marktüberwachungsbehörden bei der Marktüberwachung von Dienstleistungen:

a) prüfen, ob die in Artikel 8 genannte Beurteilung vom Wirtschaftsakteur durchgeführt worden ist,

b) diese Beurteilung und ihre Ergebnisse einschließlich der ordnungsgemäßen Anwendung der in Anhang 4 genannten Kriterien überprüfen und

c) prüfen, ob die geltenden Barrierefreiheitsanforderungen eingehalten werden.

§ 3. Die Regierung benennen die Behörden, die bezüglich der Konformität von Dienstleistungen für die Anwendung der Verfahren nach Paragraph 1 zuständig sind.

Die Regierung stellt sicher, dass die Öffentlichkeit über die Existenz, die Zuständigkeiten, die Identität, die Arbeit und die Entscheidungen der in Absatz 1 genannten Behörden informiert ist und stellt diese Informationen auf Antrag in barrierefreien Formaten zur Verfügung.

KAPITEL 7 — Barrierefreiheitsanforderungen in anderen Rechtsakten der Union

Art. 11 - Für die in Artikel 3 genannten Dienstleistungen stellen die Barrierefreiheitsanforderungen gemäß Anhang I des vorliegenden Dekrets verpflichtende Zugänglichkeitserfordernisse im Sinne von Artikel 42 Absatz 1 der Richtlinie 2014/24/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Februar 2014 über die öffentliche Auftragsvergabe und zur Aufhebung der Richtlinie 2004/18/EG, Artikel 60 Absatz 1 der Richtlinie 2014/25/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Februar 2014 über die Vergabe von Aufträgen durch Auftraggeber im Bereich der Wasser-, Energie- und Verkehrsversorgung sowie der Postdienste und zur Aufhebung der Richtlinie 2004/17/EG und Artikel 53 des Gesetzes vom 17. Juni 2016 über öffentliche Aufträge dar.

Erfüllen die Merkmale, Bestandteile oder Funktionen von Dienstleistungen die Barrierefreiheitsanforderungen gemäß Anhang I dieses Dekrets im Einklang mit dessen Abschnitt 3, so wird vermutet, dass sie die einschlägigen Verpflichtungen gemäß anderen Rechtsakten der Union als dieser Richtlinie hinsichtlich der Barrierefreiheit dieser Merkmale, Bestandteile oder Funktionen erfüllen, sofern in diesen anderen Rechtsakten nichts anderes festgelegt ist.

Art. 12 - Ist die Konformität mit harmonisierten Normen und technischen Spezifikationen oder Teilen davon, die gemäß Artikel 15 der Richtlinie (EU) 2019/882 vom 17. April 2019 angenommen werden, gegeben, so wird die Einhaltung von Artikel 11 vermutet, soweit diese Normen und technischen Spezifikationen oder Teile davon die Barrierefreiheitsanforderungen dieses Dekrets erfüllen.

KAPITEL 8 — Anwendbare Sanktionen

Art. 13 - § 1. Eine administrative Geldbuße kann gegen Wirtschaftsakteure für folgende Verhaltensweisen verhängt werden:

1° die Nichteinhaltung von Artikel 7 § 1 wird mit einer Geldbuße zwischen 10.000 und 16.000 Euro bestraft;

2° die Nichteinhaltung von Artikel 7 § 2 wird mit einer Geldbuße zwischen 5.000 und 8.000 Euro bestraft;

3° die Nichteinhaltung von Artikel 7 § 3 wird mit einer Geldbuße zwischen 2.500 und 4.000 Euro bestraft;

4° die Nichteinhaltung von Artikel 7 § 4 wird mit einer Geldbuße zwischen 5.000 und 8.000 Euro bestraft;

5° die Nichteinhaltung von Artikel 7 § 5 wird mit einer Geldbuße zwischen 1.250 und 2.000 Euro bestraft;

6° die Nichteinhaltung von Artikel 8 wird mit einer Geldbuße zwischen 2.500 und 4.000 Euro bestraft.

§ 2. Die zuständige Behörde kann, wenn mildernde Umstände vorliegen, eine administrative Geldbuße verhängen, die niedriger ist als die in Paragraph 1 genannten Mindestbeträge.

§ 3. Bei Zusammentreffen mehrerer der in Paragraph 1 genannten Verstöße werden die Beträge der Geldbußen addiert, wobei der Gesamtbetrag das Doppelte des Höchstbetrags der schwersten administrativen Geldbuße nicht überschreiten darf.

§ 4. Im Falle eines Rückfalls innerhalb von zwei Jahren nach einer Entscheidung, mit der eine administrative Geldbuße auf der Grundlage dieses Dekrets verhängt wurde, darf die neue administrative Geldbuße nicht niedriger sein als das Doppelte der Geldbuße, die zuvor wegen desselben Verstoßes verhängt wurde, es sei denn, die zuständige Behörde ist der Ansicht, dass mildernde Umstände berücksichtigt werden können.

§ 5. Die Verjährungsfrist für die Verhängung einer administrativen Geldbuße beträgt drei Jahre ab dem Tag, an dem die Tat begangen wurde.

§ 6. Die Regierung legt das Verfahren für die Verhängung einer administrativen Geldbuße und das Verfahren für die Einlegung einer Beschwerde fest.

§ 7. Dieser Artikel findet keine Anwendung auf Vergabeverfahren, die der Richtlinie 2014/24/EU oder der Richtlinie 2014/25/EU unterliegen.

KAPITEL 9 — Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 14 - § 1. Unbeschadet des Paragraphen 2 und bis zum 28. Juni 2030 können die Dienstleistungserbringer ihre Dienstleistungen weiterhin unter Einsatz von Produkten erbringen können, die von ihnen bereits vor diesem Datum zur Erbringung ähnlicher Dienstleistungen rechtmäßig eingesetzt wurden.

Die vor dem 28. Juni 2025 vereinbarten Dienstleistungsverträge bestehen bis zu ihrem Ablauf, allerdings nicht länger als fünf Jahre ab diesem Datum unverändert fort.

§ 2. Selbstbedienungsterminals, die von den Dienstleistungserbringern vor dem 28. Juni 2025 rechtmäßig zur Erbringung von Dienstleistungen eingesetzt werden, können bis zum Ende ihrer wirtschaftlichen Nutzungsdauer, d.h. dem Zeitraum, in dem die Terminals funktionsfähig sind, aber nicht nach dem 28. Juni 2035, weiter zur Erbringung vergleichbarer Dienstleistungen eingesetzt werden.

Art. 15 - Das vorliegende Dekret tritt am 28. Juni 2025 in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 16. Februar 2023

Der Ministerpräsident

E. DI RÜPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation,
digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen
und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

Ch. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

A. DOLIMONT

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

—
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2022-2023.*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1139 (2022-2023) Nrn. 1 bis 4

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 15. Februar 2023.

Diskussion.

Abstimmung.

Anhang 1 — Barrierefreiheitsanforderungen für Produkte und Dienstleistungen

Abschnitt 1 — Barrierefreiheitsanforderungen für in diesem Dekret genannte Dienstleistungen

Um eine voraussichtlich maximale Nutzung durch Menschen mit Behinderungen zu gewährleisten, umfassen die von Stadt-, Vorort- und Regionalverkehrsdiensten über Selbstbedienungsterminals angebotenen Dienstleistungen Funktionen, Vorgehensweisen, Strategien und Verfahren sowie Änderungen, die eine Anpassung an die Bedürfnisse von Menschen mit Behinderungen ermöglichen und die Interoperabilität mit assistiven Technologien gewährleisten. Zu diesem Zweck ist die Barrierefreiheit der zur Erbringung der Dienstleistung verwendeten Selbstbedienungsterminals gemäß Abschnitt I zu gewährleisten.

Abschnitt 2 — Allgemeine Barrierefreiheitsanforderungen für alle Produkte

Produkte sind so zu gestalten und herzustellen, dass Menschen mit Behinderungen sie voraussichtlich maximal nutzen, und sie sind möglichst in oder auf dem Produkt selbst mit barrierefrei zugänglichen Informationen zu ihrer Funktionsweise und ihren Barrierefreiheitsfunktionen auszustatten.

1° Anforderungen an die Bereitstellung von Informationen:

a) Informationen zur Nutzung des Produkts auf dem Produkt selbst (Kennzeichnung, Gebrauchsanleitungen und Warnhinweise) müssen

i) über mehr als einen sensorischen Kanal zur Verfügung gestellt werden,

ii) in verständlicher Weise dargestellt werden,

iii) den Nutzern auf eine Weise dargestellt werden, die sie wahrnehmen können,

iv) in einer Schriftart mit angemessener Schriftgröße und geeigneter Schriftform unter Berücksichtigung der vorhersehbaren Nutzungsbedingungen und mit ausreichendem Kontrast sowie anpassbarem Abstand zwischen den Buchstaben, Zeilen und Absätzen dargestellt werden;

b) Anleitungen für die Nutzung des Produkts, die nicht auf dem Produkt selbst angegeben sind, sondern durch die Nutzung des Produkts oder auf anderem Wege, beispielsweise über eine Website, bereitgestellt werden, wozu auch die Barrierefreiheitsfunktionen des Produkts, ihre Aktivierung und ihre Interoperabilität mit assistiven Lösungen gehören. Diese Anleitungen sind bei Inverkehrbringen des Produkts öffentlich verfügbar und müssen

i) über mehr als einen sensorischen Kanal zur Verfügung gestellt werden,

ii) in verständlicher Weise dargestellt werden,

iii) den Nutzern auf eine Weise dargestellt werden, die sie wahrnehmen können,

iv) in einer Schriftart mit angemessener Schriftgröße und geeigneter Schriftform unter Berücksichtigung der vorhersehbaren Nutzungsbedingungen und mit ausreichendem Kontrast sowie anpassbarem Abstand zwischen den Buchstaben, Zeilen und Absätzen dargestellt werden;

v) was den Inhalt betrifft, in Textformaten zur Verfügung gestellt werden, die sich zum Generieren alternativer assistiver Formate eignen, die in unterschiedlicher Form dargestellt werden und über mehr als einen sensorischen Kanal wahrgenommen werden können,

vi) mit einer alternativen Darstellung angeboten werden, wenn Elemente mit Nicht-Text-Inhalten enthalten sind,

vii) eine Beschreibung der Benutzerschnittstelle des Produkts enthalten (Handhabung, Steuerung und Feedback, Input und Output), die gemäß Ziffer 2 bereitgestellt wird, wobei in der Beschreibung für jeden Punkt in Ziffer 2 angegeben sein muss, ob das Produkt diese Funktionen aufweist,

viii) eine Beschreibung der Produktfunktionalität enthalten;

ix) eine Beschreibung der Soft- und Hardware-Schnittstelle des Produkts mit Hilfsmitteln enthalten, wobei die Beschreibung auch eine Liste derjenigen Hilfsmittel enthält, die zusammen mit dem Produkt getestet wurden.

In Punkt viii werden Funktionen, die den Bedürfnissen von Menschen mit Behinderungen entsprechen, gemäß Ziffer 2° bereitgestellt. In der Beschreibung für jeden Punkt in Ziffer 2 wird angegeben, ob das Produkt diese Funktionen aufweist;

2° Gestaltung von Benutzerschnittstelle und Funktionalität

Das Produkt — einschließlich seiner Benutzerschnittstelle — muss in seinen Bestandteilen und Funktionen Merkmale aufweisen, die es für Menschen mit Behinderungen möglich machen, auf das Produkt zuzugreifen, es wahrzunehmen, zu bedienen, zu verstehen und zu regeln, indem Folgendes gewährleistet ist:

a) Wenn das Produkt Kommunikation, einschließlich zwischenmenschlicher Kommunikation, Bedienung, Information, Steuerung und Orientierung ermöglicht, muss es dies über mehr als einen sensorischen Kanal tun; das schließt auch die Bereitstellung von Alternativen zu visuellen, auditiven, gesprochenen und taktilen Elementen ein;

b) wenn gesprochene Sprache verwendet wird, müssen für die Kommunikation, Bedienung, Steuerung und Orientierung Alternativen zur gesprochenen und stimmlichen Eingabe zur Verfügung stehen;

c) wenn visuelle Elemente verwendet werden, müssen für die Kommunikation, Information und Bedienung sowie zur Gewährleistung der Interoperabilität mit Programmen und Hilfsmitteln zur Navigation in der Schnittstelle eine flexible Einstellung der Größe, der Helligkeit und des Kontrastes ermöglicht werden;

d) wenn mittels Farben Informationen mitgeteilt werden, über eine Handlung informiert wird, zu einer Reaktion aufgefordert wird oder Elemente identifiziert werden, müssen Alternativen zu Farben zur Verfügung stehen;

e) wenn mittels hörbarer Signale Informationen mitgeteilt werden, über eine Handlung informiert wird, zu einer Reaktion aufgefordert wird oder Elemente identifiziert werden, müssen Alternativen zu hörbaren Signalen zur Verfügung stehen;

f) wenn visuelle Elemente verwendet werden, müssen flexible Möglichkeiten für die Verbesserung der visuellen Schärfe zur Verfügung stehen;

g) wenn Audio-Elemente verwendet werden, muss der Nutzer die Lautstärke und Geschwindigkeit regeln können, und es müssen erweiterte Audiofunktionen, wie die Verringerung von störenden Audiosignalen von Geräten in der Umgebung und auditive Klarheit, zur Verfügung stehen;

h) wenn das Produkt manuell bedient und gesteuert werden muss, müssen sequenzielle Steuerung und Alternativen zur feinmotorischen Steuerung zur Verfügung stehen, ist eine gleichzeitige Steuerung mit Handgriffen zu vermeiden und sind taktil erkennbare Teile zu verwenden;

i) Bedienungsformen, die eine übertrieben große Reichweite und große Kraftanstrengungen erfordern, sind zu vermeiden;

j) das Auslösen fotosensitiver Anfälle ist zu vermeiden;

k) bei Nutzung der Barrierefreiheitsfunktionen muss die Privatsphäre der Nutzer geschützt werden;

l) es müssen Alternativen zur biometrischen Identifizierung und Steuerung angeboten werden;

m) die Konsistenz der Funktionalitäten muss gewahrt werden, und es muss ausreichend Zeit und eine flexible Zeitmenge für die Interaktionen zur Verfügung stehen;

n) das Produkt muss Software und Hardware für Schnittstellen zu den assistiven Technologien aufweisen;

o) das Produkt erfüllt die folgenden branchenspezifischen Anforderungen:

i) Selbstbedienungsterminals

1. sind mit Sprachausgabetechnologie ausgestattet,
 2. müssen die Benutzung von Einzel-Kopfhörern ermöglichen,
 3. müssen den Nutzer, wenn eine zeitlich begrenzte Eingabe erforderlich ist, über mehr als einen sensorischen Kanal darauf hinweisen,
 4. müssen die Verlängerung der gegebenen Zeit ermöglichen,
 5. müssen, wenn sie mit Tasten und Bedienelementen ausgestattet sind, so gestaltet sein, dass zwischen Tasten und Bedienelementen ausreichender Kontrast besteht und diese taktil erkennbar sind,
 6. dürfen keine Aktivierung von Barrierefreiheitsfunktionen erfordern, damit der Terminal von einem Nutzer, der auf entsprechende Funktionen angewiesen ist, eingeschaltet werden kann,
 7. müssen, wenn Audiosignale oder akustische Signale verwendet werden, Audiosignale oder akustische Signale verwenden, die mit auf Unionsebene verfügbaren Hilfsmitteln und Technologien, etwa mit Hörhilfetechnik (z. B. Hörgeräten, Telefonspulen, Cochlea-Implantaten und technischen Hörhilfen), kompatibel sind;
- 3° Wenn Unterstützungsdienste (Help-Desk, Call-Center, technische Unterstützung, Relaisdienste und Einweisungsdienste) verfügbar sind, stellen sie Informationen über die Barrierefreiheit und die Kompatibilität des Produkts mit assistiven Technologien mit barrierefreien Kommunikationsmitteln bereit.

Abschnitt 3 — Barrierefreiheitsanforderungen für Merkmale, Bestandteile oder Funktionen von Produkten und Dienstleistungen gemäß Artikel 11 Absatz 2

Damit die Erfüllung der in anderen Rechtsakten der Union enthaltenen einschlägigen Verpflichtungen in Bezug auf Merkmale, Bestandteile oder Funktionen von Produkten und Dienstleistungen vorausgesetzt werden kann, ist Folgendes erforderlich:

1° Produkte:

a) Die Barrierefreiheit der Informationen über die Funktionsweise und die Barrierefreiheitsmerkmale von Produkten entspricht den jeweiligen Elementen in Abschnitt 2 Ziffer 1 dieses Anhangs, insbesondere Informationen zur Nutzung des Produkts auf dem Produkt selbst und Anleitungen für die Nutzung des Produkts, die nicht auf dem Produkt selbst angegeben sind, sondern durch die Nutzung des Produkts oder auf anderem Wege, beispielsweise über eine Website, bereitgestellt werden;

b) Die Barrierefreiheit der Merkmale, Bestandteile und Funktionen der Benutzerschnittstelle und Funktionalität der Produkte entspricht den jeweiligen Barrierefreiheitsanforderungen für diese Benutzerschnittstellen und Funktionalitäten gemäß Abschnitt 2 Ziffer 2 dieses Anhangs;

2° Dienstleistungen:

Die Barrierefreiheit der Merkmale, Bestandteile und Funktionen von Dienstleistungen entspricht den jeweiligen Barrierefreiheitsanforderungen für diese Merkmale, Bestandteile und Funktionen gemäß den dienstleistungsbezogenen Abschnitten dieses Anhangs.

Abschnitt 4 — Anforderungen an die Funktionalität

Wenn sich die in den Abschnitten 1 bis 3 des Anhangs festgelegten Barrierefreiheitsanforderungen nicht auf eine oder mehrere die Gestaltung und Herstellung von Produkten oder die Erbringung von Dienstleistungen betreffende Funktion(en) beziehen, werden diese Funktionen oder Mittel im Interesse einer möglichst starken voraussichtlichen Nutzung durch Menschen mit Behinderungen durch Erfüllung der diesbezüglichen Anforderungen an die Funktionalität barrierefrei gestaltet.

Als Alternative zu einer oder mehreren speziellen technischen Anforderung(en) dürfen diese Anforderungen an die Funktionalität nur verwendet werden, wenn in den Barrierefreiheitsanforderungen auf sie verwiesen wird, und nur dann, wenn ihre Anwendung den Barrierefreiheitsanforderungen entspricht und sie feststellt, dass die Gestaltung und Herstellung der Produkte und die Erbringung der Dienstleistungen bei der voraussichtlichen Nutzung durch Menschen mit Behinderungen zu einer gleichwertigen oder besseren Barrierefreiheit führt.

a) Nutzung bei fehlendem Sehvermögen

Wenn das Produkt oder die Dienstleistung visuelle Bedienungsformen bietet, muss mindestens eine Bedienungsform vorhanden sein, die kein Sehvermögen erfordert.

b) Nutzung mit eingeschränktem Sehvermögen

Wenn das Produkt oder die Dienstleistung visuelle Bedienungsformen bietet, muss mindestens eine Bedienungsform vorhanden sein, die die Nutzung bei eingeschränktem Sehvermögen ermöglicht.

c) Nutzung bei fehlendem Farbunterscheidungsvermögen

Wenn das Produkt oder die Dienstleistung visuelle Bedienungsformen bietet, muss mindestens eine Bedienungsform vorhanden sein, die keine Farbunterscheidung erfordert.

d) Nutzung bei fehlendem Hörvermögen

Wenn das Produkt oder die Dienstleistung auditive Bedienungsformen bietet, muss mindestens eine Bedienungsform vorhanden sein, die kein Hörvermögen erfordert.

e) Nutzung mit eingeschränktem Hörvermögen

Wenn das Produkt oder die Dienstleistung auditive Bedienungsformen bietet, muss mindestens eine Bedienungsform mit erweiterten Audiofunktionen vorhanden sein, die die Nutzung bei eingeschränktem Hörvermögen ermöglicht.

f) Nutzung bei fehlendem Sprechvermögen

Wenn für das Produkt oder die Dienstleistung eine stimmliche Eingabe des Nutzers erforderlich ist, muss mindestens eine Bedienungsform vorhanden sein, die keine stimmliche Eingabe erfordert. Als stimmliche Eingabe gelten auch orale Laute wie Sprechen, Pfeifen oder Schnalzen.

g) Nutzung bei eingeschränkter manueller-motorischer Fähigkeiten oder eingeschränkter Kraft

Wenn das Produkt oder die Dienstleistung manuell bedient werden muss, muss mindestens eine Bedienungsform vorhanden sein, die die Nutzung mithilfe anderer Bedienungsformen ermöglicht, die keine feinmotorische Steuerung und Bedienung, Handmuskelfkraft oder gleichzeitige Bedienung von mehr als einem Bedienelement erfordern.

h) Nutzung bei eingeschränkter Reichweite

Die Bedienelemente des Produkts müssen sich in der Reichweite aller Nutzer befinden. Wenn das Produkt oder die Dienstleistung manuelle Bedienungsformen bietet, muss mindestens eine Bedienungsform vorhanden sein, die die

Bedienung bei eingeschränkter Reichweite und Kraft ermöglicht.

i) Minimierung der Gefahr, dass ein fotosensitiver Anfall ausgelöst wird

Wenn das Produkt visuelle Bedienungsformen bietet, sind fotosensitive Anfälle auslösende Bedienungsformen zu vermeiden.

j) Nutzung bei eingeschränkter Kognition

Das Produkt oder die Dienstleistung muss mit mindestens einer Bedienungsform ausgestattet sein, die Funktionen umfasst, die die Nutzung erleichtern und vereinfachen.

k) Datenschutz

Wenn das Produkt oder die Dienstleistung Funktionen umfasst, die der Barrierefreiheit dienen, muss mindestens eine Bedienungsform vorhanden sein, mit der der Datenschutz der Nutzer bei Verwendung dieser Barrierefreiheitsfunktionen gewahrt ist.

Anhang 2 — Indikative unverbindliche Beispiele möglicher Lösungen, die zur Erfüllung der Barrierefreiheitsanforderungen in Anhang I1 beitragen

Einziger Abschnitt - Beispiele für allgemeine Barrierefreiheitsanforderungen, für alle Produkte, die unter Abschnitt 2 von Anhang 1 des vorliegenden Dekrets fallen

Anforderungen in Abschnitt 2 von Anhang 1	Beispiele
1. Bereitstellung von Informationen	
a)	
i)	Bereitstellung visueller und taktiler Informationen oder visueller und auditiver Informationen, aus denen hervorgeht, an welcher Stelle die Karte in ein Selbstbedienungsterminal einzuführen ist, sodass blinde Menschen und gehörlose Menschen den Terminal nutzen können.
ii)	Konsequente bzw. klar und logisch strukturierte Verwendung derselben Begriffe, sodass Menschen, die eine geistige Beeinträchtigung haben, sie besser verstehen können.
iii)	Bereitstellung von Informationen in Form taktiler Reliefdarstellungen oder in akustischer Form zusätzlich zu einem Warnhinweis, sodass blinde Menschen sie wahrnehmen können.
iv)	Möglichkeit, dass Text für sehbehinderte Menschen lesbar ist.
b)	
i)	Bereitstellung elektronischer Dateien, die über einen Computer mit Screenreader vorgelesen werden können, sodass blinde Menschen diese Informationen nutzen können.
ii)	Konsequente bzw. klar und logisch strukturierte Verwendung derselben Begriffe, sodass Menschen, die eine geistige Beeinträchtigung haben, sie besser verstehen können.
iii)	Bereitstellung einer Untertitelung von Anleitungsvideos.
iv)	Möglichkeit, dass Text für sehbehinderte Menschen lesbar ist.
v)	Ausdruck in Braille-Schrift, damit blinde Menschen sie nutzen können.
vi)	Ergänzung eines Schaubilds durch eine Textbeschreibung, in der die wichtigsten Elemente genannt oder zentrale Vorgänge beschrieben werden.
vii)	Kein Beispiel angegeben
viii)	Kein Beispiel angegeben
ix)	Vorsehen einer Buchse und spezieller Software bei einem Geldautomaten, sodass ein Kopfhörer angeschlossen werden kann, über den der am Bildschirm angezeigte Text akustisch ausgegeben wird.
2. Gestaltung von Benutzerschnittstelle und Funktionalität	
a)	Bereitstellung von Anweisungen in Form von gesprochener Sprache oder Texten oder einer Tastatur mit taktilen Markierungen, damit Blinde oder Hörgeschädigte mit dem Produkt in Interaktion treten können.
b)	Bei einem Selbstbedienungsterminal mit gesprochenen Anweisungen zum Beispiel Darstellung der Anweisungen auch in Form von Texten oder Bildern, damit auch Gehörlose den Terminal bedienen können.
c)	Möglichkeit, Text oder ein bestimmtes Piktogramm zu vergrößern oder den Kontrast zu erhöhen, sodass sehbehinderte Menschen die Informationen wahrnehmen können.

Anforderungen in Abschnitt 2 von Anhang 1	Beispiele
d)	Wahl einer Option nicht nur durch Drücken der roten oder der grünen Taste, sondern schriftliche Angabe der Optionen auf den Tasten, damit auch farbenblinde Menschen diese Entscheidung treffen können.
e)	Bei einem Computer nicht nur Ausgabe eines Fehlersignals, sondern auch schriftlicher oder bildlicher Hinweis auf den Fehler, damit Gehörlose verstehen können, dass ein Fehler vorliegt.
f)	Möglichkeit, bei Darstellungen im Vordergrund den Kontrast zu erhöhen, damit sie von Menschen mit Sehschwäche erkannt werden können.
g)	Möglichkeit, am Telefon die Lautstärke zu regeln und Interferenzen mit Hörgeräten zu reduzieren, damit das Telefon von Schwerhörigen verwendet werden kann.
h)	Vorsehen, dass Touchscreen-Tasten größer dimensioniert und klar voneinander getrennt angeordnet sind, damit sie von Menschen, die unter einem Tremor leiden, bedient werden können.
i)	Sicherstellung, dass die Bedienung von Tasten keinen zu hohen Kraftaufwand erfordert, damit sie von motorisch eingeschränkten Menschen bedient werden können.
j)	Verzicht auf flackernde Bilder, damit von fotosensitiven Anfällen betroffene Menschen nicht gefährdet werden.
k)	Möglichkeit, Kopfhörer zu verwenden, wenn bei einem Geldautomaten Informationen in gesprochener Sprache bereitgestellt werden.
l)	Möglichkeit für Nutzer, die ihre Hände nicht gebrauchen können, als Alternative zur Fingerabdruckidentifizierung zum Ver- und Entriegeln des Telefons ein Passwort zu verwenden.
m)	Sicherstellung, dass die Software vorhersehbar reagiert, wenn ein bestimmter Vorgang durchgeführt wird, und Bereitstellung von genügend Zeit für die Eingabe eines Passworts, damit es von Menschen mit einer geistigen Beeinträchtigung leicht bedient werden kann.
n)	Anbieten eines Anschlusses für eine aktualisierbare Darstellung in Brailleschrift, damit blinde Menschen den Computer nutzen können.
o)	Beispiele sektorspezifischer Anforderungen
i)	Kein Beispiel angegeben
ii)	Kein Beispiel angegeben
iii) 1. Gedankenstrich	Ein Mobiltelefon kann Echtzeitgespräche verarbeiten, damit schwerhörige Menschen Informationen interaktiv austauschen können.
4. Gedankenstrich	Möglichkeit, dass gleichzeitig Video zur Darstellung von Zeichensprache und Text zum Verfassen einer Nachricht verwendet wird, damit zwei gehörlose Menschen miteinander oder mit hörenden Menschen kommunizieren können.
iv)	Untertitel werden für gehörlose Menschen über die Set-top-Box übertragen.
3. Unterstützungsdienste	Kein Beispiel angegeben

Anhang 3 — Informationen über Dienstleistungen, die den Barrierefreiheitsanforderungen entsprechen

1. Der Dienstleistungserbringer gibt in den allgemeinen Geschäftsbedingungen oder einem ähnlichen Dokument an, wie die Dienstleistung die Barrierefreiheitsanforderungen gemäß Artikel 4 erfüllt. Die entsprechenden Informationen umfassen eine Beschreibung der geltenden Anforderungen und decken — soweit für die Bewertung von Belang — die Gestaltung und die Durchführung der Dienstleistung ab. Neben den Anforderungen an die Verbraucherinformation gemäß dem Gesetz vom 21. Dezember 2013 zur Einfügung von Buch VI "Marktpraktiken und Verbraucherschutz" in das Wirtschaftsgesetzbuch und zur Einfügung der Buch VI eigenen Begriffsbestimmungen und der Buch VI eigenen Rechtsdurchsetzungsbestimmungen in die Bücher I und XV des Wirtschaftsgesetzbuches enthalten die Informationen gegebenenfalls zumindest folgende Elemente:

- a) eine allgemeine Beschreibung der Dienstleistung in einem barrierefreien Format;
- b) Beschreibungen und Erläuterungen, die zum Verständnis der Durchführung der Dienstleistung erforderlich sind;
- c) eine Beschreibung, wie die Dienstleistung die einschlägigen in Anhang 1 aufgeführten Barrierefreiheitsanforderungen erfüllt.

2. Um den Anforderungen gemäß Ziffer 1 dieses Anhangs zu entsprechen, kann der Dienstleistungserbringer die Normen und technische Spezifikationen, deren Fundstellen im Amtsblatt der Europäischen Union veröffentlicht wurden, vollständig oder in Teilen anwenden.

3. Der Dienstleistungserbringer legt Informationen vor, die belegen, dass bei der Dienstleistungserbringung und ihrer Überwachung gewährleistet wird, dass die Dienstleistung die Anforderungen gemäß Ziffer 1 dieses Anhangs und die anwendbaren Anforderungen des vorliegenden Dekrets erfüllt.

Anhang 4 — Kriterien zur Beurteilung der unverhältnismäßigen Belastung

Kriterien zur Vornahme und Dokumentation der Beurteilung:

1. Verhältnis der mit der Einhaltung der Barrierefreiheitsanforderungen verbundenen Nettokosten zu den Gesamtkosten (Betriebs- und Investitionsausgaben) der Herstellung, des Vertriebs oder der Einfuhr des Produkts bzw. der Erbringung der Dienstleistung für die Wirtschaftsakteure.

Kriterien zur Beurteilung der mit der Einhaltung der Barrierefreiheitsanforderungen verbundenen Nettokosten:

a) Kriterien in Bezug auf einmalige Organisationskosten, die in die Beurteilung einzubeziehen sind:

i) Kosten für zusätzliches Personal mit Fachkenntnissen im Bereich Barrierefreiheit;

ii) Kosten im Zusammenhang mit der Ausbildung von Personal und dem Erwerb von Kompetenzen im Bereich Barrierefreiheit;

iii) Kosten für die Entwicklung eines neuen Prozesses zur Einbeziehung der Barrierefreiheit in die Produktentwicklung bzw. die Erbringung von Dienstleistungen;

iv) Kosten im Zusammenhang mit der Entwicklung von Leitfäden zur Barrierefreiheit;

v) einmalige Kosten, um sich mit der Rechtslage zur Barrierefreiheit vertraut zu machen;

b) Kriterien in Bezug auf laufende Kosten für Produktion und Entwicklung, die in die Beurteilung einzubeziehen sind:

i) Kosten im Zusammenhang mit der Planung und Auslegung von Barrierefreiheitsfunktionen des Produkts bzw. der Dienstleistung;

ii) im Rahmen der Produktionsprozesse entstehende Kosten;

iii) Kosten im Zusammenhang mit der Prüfung des Produkts oder der Dienstleistung unter dem Aspekt der Barrierefreiheit;

iv) Kosten im Zusammenhang mit der Erstellung der Dokumentation.

2. Die geschätzten Kosten und Vorteile für die Wirtschaftsakteure, einschließlich Produktionsprozessen und Investitionen, im Verhältnis zu dem geschätzten Nutzen für Menschen mit Behinderungen, wobei die Anzahl der Nutzungen und die Nutzungshäufigkeit des betreffenden Produkts bzw. der betreffenden Dienstleistung zu berücksichtigen sind.

3. Verhältnis der mit der Einhaltung der Barrierefreiheitsanforderungen verbundenen Nettokosten zum Nettoumsatz des Wirtschaftsakteurs.

Kriterien zur Beurteilung der mit der Einhaltung der Barrierefreiheitsanforderungen verbundenen Nettokosten:

a) Kriterien in Bezug auf einmalige Organisationskosten, die in die Beurteilung einzubeziehen sind:

i) Kosten für zusätzliches Personal mit Fachkenntnissen im Bereich Barrierefreiheit;

ii) Kosten im Zusammenhang mit der Ausbildung von Personal und dem Erwerb von Kompetenzen im Bereich Barrierefreiheit;

iii) Kosten für die Entwicklung eines neuen Prozesses zur Einbeziehung der Barrierefreiheit in die Produktentwicklung bzw. die Erbringung von Dienstleistungen;

iv) Kosten im Zusammenhang mit der Entwicklung von Leitfäden zur Barrierefreiheit;

v) einmalige Kosten, um sich mit der Rechtslage zur Barrierefreiheit vertraut zu machen;

b) Kriterien in Bezug auf laufende Kosten für Produktion und Entwicklung, die in die Beurteilung einzubeziehen sind:

i) Kosten im Zusammenhang mit der Planung und Auslegung von Barrierefreiheitsfunktionen des Produkts bzw. der Dienstleistung;

ii) im Rahmen der Produktionsprozesse entstehende Kosten;

iii) Kosten im Zusammenhang mit der Prüfung des Produkts oder der Dienstleistung unter dem Aspekt der Barrierefreiheit;

Kosten im Zusammenhang mit der Erstellung der Dokumentation.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/40909]

16 FEBRUARI 2023. — Decreet betreffende de toegankelijkheidsvoorschriften voor interactieve zelfbedieningsterminals van de stedelijke, voorstedelijke en regionale vervoersdiensten (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen en begripsomschrijving

Artikel 1. Richtlijn (EU) 2019/882 van het Europees Parlement en de Raad van 17 april 2019 betreffende de toegankelijkheidsvoorschriften voor producten en diensten wordt bij dit besluit gedeeltelijk omgezet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° Richtlijn (EU) 2019/882 van 17 april 2019: Richtlijn (EU) 2019/882 van het Europees Parlement en de Raad van 17 april 2019 betreffende de toegankelijkheidsvoorschriften voor producten en diensten;

2° personen met een handicap: personen met langdurige fysieke, mentale, intellectuele of zintuiglijke beperkingen die in hun interactie te kampen hebben met diverse drempels die hen kunnen beletten volledig, effectief en op voet van gelijkheid met anderen in de samenleving te participeren;

3° product: door middel van een productieproces vervaardigde stof, preparaat of goed, uitgezonderd levensmiddelen, diervoeder, levende planten en dieren, producten van menselijke oorsprong en rechtstreeks met hun toekomstige reproductie verband houdende producten van planten en dieren;

4° dienst: dienst als omschreven in artikel 4, punt 1, van Richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende diensten op de interne markt;

5° dienstverlener: natuurlijke of rechtspersoon die een dienst verleent op de markt van de Europese Unie of aanbiedt consumenten in de Unie een dienst te verlenen;

6° marktdeelnemer: fabrikant, gemachtigde, importeur, distributeur of dienstverlener;

7° consument: natuurlijke persoon die het desbetreffende product koopt of de desbetreffende dienst afneemt voor andere doeleinden dan zijn handels-, bedrijfs-, ambachts- of beroepsactiviteit;

8° micro-onderneming: onderneming met minder dan 10 werknemers en een jaaromzet of een jaarlijks balanstotaal van ten hoogste 2 miljoen EUR of waarvan het jaarlijkse balanstotaal 2 000 000 euro niet overschrijdt;

9° geharmoniseerde norm: geharmoniseerde norm als omschreven in artikel 2, punt 1), c), van Verordening (EU) nr. 1025/2012 van het Europees Parlement en de Raad van 25 oktober 2012 betreffende Europese normalisatie, tot wijziging van de Richtlijnen 89/686/EEG en 93/15/EEG van de Raad alsmede de Richtlijnen 94/9/EG, 94/25/EG, 95/16/EG, 97/23/EG, 98/34/EG, 2004/22/EG, 2007/23/EG, 2009/23/EG en 2009/105/EG van het Europees Parlement en de Raad en tot intrekking van Beschikking 87/95/EEG van de Raad en Besluit nr. 1673/2006/EG van het Europees Parlement en de Raad;

10° technische specificatie: een technische specificatie als omschreven in artikel 2, punt 4), van Verordening (EU) nr. 1025/2012, ter nakoming van de op een product of dienst van toepassing zijnde toegankelijkheidsvoorschriften;

11° diensten voor personenvervoer per bus: geregelde diensten voor niet-specifieke categorieën passagiers waarvan de in- of uitstapplaats zich op het grondgebied van een lidstaat bevindt;

12° stedelijke en voorstedelijke vervoersdiensten: trein, bus en touringcar, metro, tram en trolleybus die als hoofddoel hebben te beantwoorden aan de behoeften van een stedelijk centrum of een agglomeratie, met inbegrip van een grensoverschrijdende agglomeratie, en aan de behoeften aan vervoer tussen dat centrum of die agglomeratie en de omliggende gebieden;

13° regionale vervoersdiensten: trein, bus en touringcar, metro, tram en trolleybus die als hoofddoel hebben te beantwoorden aan de vervoerbehoefden van een regio, met inbegrip van een grensoverschrijdende regio;

14° interactieve zelfbedieningsterminals: ticketautomaten die zijn ontworpen om diensten te verlenen waarmee de klant alle fasen van het verkoopproces zelf kan uitvoeren, tot en met de levering van de vervoersbewijzen.

HOOFDSTUK 2. — *Toepassingsgebied*

Art. 3. Onverminderd artikel 14 is dit decreet van toepassing op de stedelijke, voorstedelijke en regionale vervoersdiensten, met uitzondering van het spoorwegvervoer, die na 28 juni 2025 aan de consument worden verleend, voor wat betreft interactieve zelfbedieningsterminals die zich op het grondgebied van het Waalse Gewest bevinden, met uitzondering van die welke zijn geïnstalleerd als integrerend onderdeel van voertuigen en rollend materieel die voor het aanbieden van een of meer onderdelen van deze diensten voor personenvervoer worden gebruikt.

HOOFDSTUK 3. — *Toegankelijkheidsvoorschriften en vrij verkeer*

Art. 4. § 1. Onverminderd paragraaf 2 en onder voorbehoud van artikel 8 brengen de marktdeelnemers uitsluitend diensten in de handel die in dit decreet bedoeld zijn en die voldoen aan de in bijlage 1, afdeling 1, vastgestelde toegankelijkheidsvoorschriften.

§ 2. Micro-ondernemingen die diensten aanbieden, worden vrijgesteld van de in paragraaf 1 bedoelde toegankelijkheidsvoorschriften en van elke verplichting in verband met de naleving van die voorschriften.

§ 3. De Regering geeft micro-ondernemingen de nodige richtsnoeren en instrumenten om de toepassing van de maatregelen te faciliteren. Die instrumenten worden in samenspraak met relevante belanghebbenden uitgevoerd.

§ 4. Bijlage 2 bij dit decreet bevat een lijst voor de marktdeelnemers met indicatieve voorbeelden van de wijze waarop ertoe kan worden bijgedragen dat aan de toegankelijkheidsvoorschriften in bijlage 1 kan worden voldaan.

Art. 5. Diensten die voldoen aan de voorschriften voor de verstrekking van toegankelijke informatie en van informatie over toegankelijkheid in de zin van de Verordeningen (EG) nr. 261/2004, (EG) nr. 1107/2006, (EG) nr. 1371/2007, (EU) nr. 1177/2010 en (EU) nr. 181/2011, alsmede van de desbetreffende handelingen die zijn vastgesteld op basis van Richtlijn 2008/57/EG, worden geacht aan de overeenkomstige voorschriften van dit decreet te voldoen. Wanneer dit decreet ten opzichte van voornoemde verordeningen en handelingen aanvullende voorschriften bevat, zijn de aanvullende voorschriften geheel van toepassing.

Art. 6. Het Waalse Gewest werpt geen met toegankelijkheidsvoorschriften verband houdende belemmeringen op voor het op zijn grondgebied in de handel brengen van producten of verlenen van diensten die aan dit decreet voldoen.

HOOFDSTUK 4. — *Verplichtingen van dienstverleners*

Art. 7. § 1. Dienstverleners zorgen ervoor dat zij hun diensten ontwerpen en verlenen in overeenstemming met de toegankelijkheidsvoorschriften vermeld in artikel 4.

§ 2. Dienstverleners stellen overeenkomstig bijlage 3 de vereiste informatie op en leggen uit op welke manier de diensten aan de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften voldoen. De informatie wordt het publiek schriftelijk en mondeling ter beschikking gesteld, mede op een manier die toegankelijk is voor personen met een handicap. Dienstverleners bewaren die informatie zolang de dienst in werking is.

§ 3. Onverminderd artikel 14 zorgen dienstverleners ervoor dat er procedures worden toegepast die garanderen dat de dienstverlening in overeenstemming met de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften blijft. Dienstverleners houden op gepaste wijze rekening met veranderingen in de dienstverlening, veranderingen in de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften en veranderingen in de geharmoniseerde normen of in technische specificaties op basis waarvan wordt verklaard dat een dienst aan de toegankelijkheidsvoorschriften voldoet.

§ 4. Indien de dienst hiermee niet in overeenstemming is, brengen dienstverleners bedoelde dienst in overeenstemming met de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften. Voorts brengen dienstverleners, indien de dienst niet aan de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften voldoet, de bevoegde overheid van het Waalse Gewest hiervan onmiddellijk op de hoogte, waarbij zij in het bijzonder de aard van de non-conformiteit en alle getroffen corrigerende maatregelen uitvoerig beschrijven.

§ 5. Dienstverleners verstrekken een bevoegde overheid op haar met redenen omkleed verzoek alle benodigde informatie en documentatie ter staving van de conformiteit van de dienst met de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften. Zij verlenen op verzoek van deze overheid medewerking aan alle maatregelen die worden getroffen om de conformiteit met die voorschriften te waarborgen. Dit verzoek bevat de modaliteiten voor de overmaking van deze informatie.

§ 6. De Regering bepaalt de in paragraaf 4 bedoelde bevoegde overheid, onverminderd de bevoegdheden van het operationele, administratieve en logistieke kader van de Federale Politie en de Lokale Politie, en preciseert de wijze waarop de informatie aan die overheid wordt meegedeeld.

HOOFDSTUK 5. — *Fundamentele wijziging van diensten en onevenredige last voor marktdeelnemers*

Art. 8. § 1. De in artikel 4 genoemde toegankelijkheidsvoorschriften zijn uitsluitend van toepassing voor zover de naleving ervan:

1° geen ingrijpende wijziging van een product of dienst vereist, resulterend in een fundamentele wijziging van de wezenlijke aard ervan, en

2° geen onevenredige last voor de betrokken marktdeelnemers oplevert.

§ 2. Marktdeelnemers voeren een beoordeling uit om te kunnen bepalen of het naleven van de in artikel 4 bedoelde toegankelijkheidsvoorschriften tot een fundamentele wijziging leidt of, overeenkomstig de desbetreffende criteria in bijlage 4, een onevenredige last als bedoeld in paragraaf 1 van dit artikel oplevert.

§ 3. Marktdeelnemers documenteren de in paragraaf 2 genoemde beoordeling. Marktdeelnemers bewaren alle relevante resultaten gedurende een periode van vijf jaar nadat een dienst voor het laatst op de markt is verleend. De marktdeelnemers verstrekken, naargelang van het geval, aan de markttoezichtautoriteiten of aan de voor het controleren van de conformiteit van diensten verantwoordelijke autoriteiten, op hun verzoek, een exemplaar van de in paragraaf 2 genoemde beoordeling.

§ 4. Dienstverleners die een beroep doen op paragraaf 1, 2°, vernieuwen voor elke categorie of soort dienst hun beoordeling van de onevenredige last:

1° naar aanleiding van wijziging van de aangeboden dienst; of

2° op verzoek van de voor het controleren van de conformiteit van diensten verantwoordelijke autoriteiten, en

3° in ieder geval, ten minste om de vijf jaar.

§ 5. Indien een marktdeelnemer uit andere bronnen dan zijn eigen middelen financiering ontvangt ter verbetering van de toegankelijkheid, ongeacht of het om publieke of particuliere financiering gaat, kan hij geen beroep doen op paragraaf 1, 2°.

§ 6. Marktdeelnemers die voor een specifieke dienst een beroep doen op paragraaf 1, verstrekken informatie daartoe aan de bevoegde markttoezichtautoriteiten of voor het controleren van de conformiteit van diensten verantwoordelijke autoriteiten.

Het eerste lid is niet van toepassing op micro-ondernemingen.

§ 7. De modaliteiten voor de toepassing van dit artikel worden door de Regering nader bepaald.

Art. 9. Diensten die voldoen aan geharmoniseerde normen of delen daarvan waarvan de referenties in het Publicatieblad van de Europese Unie zijn bekendgemaakt, worden geacht in overeenstemming te zijn met de toegankelijkheidsvoorschriften van dit decreet voor zover deze normen of delen daarvan die voorschriften bestrijken.

Diensten die in overeenstemming zijn met de technische specificaties of delen daarvan, worden geacht in overeenstemming te zijn met de toegankelijkheidsvoorschriften van dit decreet, voor zover deze technische specificaties of delen daarvan die voorschriften bestrijken.

HOOFDSTUK 6. — *Conformiteit van diensten*

Art. 10. § 1. De Regering zorgt voor de vaststelling, uitvoering en periodieke actualisering van geschikte procedures om:

1° de conformiteit van de diensten met de voorschriften van dit decreet, met inbegrip van de in artikel 8, § 2, bedoelde beoordeling, en volgens de in paragraaf 2 bepaalde procedure te controleren;

2° actie te ondernemen naar aanleiding van klachten of meldingen over kwesties in verband met diensten die niet in overeenstemming zijn met de toegankelijkheidsvoorschriften van dit decreet;

3° te controleren of de marktdeelnemer de nodige corrigerende maatregelen heeft getroffen.

De Regering wijst de bevoegde diensten aan die verantwoordelijk zijn om de conformiteit van de diensten, bedoeld in het eerste lid, 1°, te controleren. Zij bepaalt tevens de procedure voor het indienen van klachten en de diensten die bevoegd zijn deze klachten te behandelen.

§ 2. Wanneer de marktdeelnemer zich heeft gebaseerd op artikel 8, doen de betrokken markttoezichtautoriteiten bij het uitoefenen van markttoezicht op diensten het volgende:

a) zij gaan na of de marktdeelnemer de in artikel 8 bedoelde beoordeling heeft uitgevoerd;

b) zij analyseren deze beoordeling en de resultaten ervan, en gaan onder meer na of de criteria van bijlage 4 juist zijn toegepast, en

c) zij controleren of aan de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften wordt voldaan.

§ 3. De Regering wijst de overheden aan die verantwoordelijk zijn voor de uitvoering van de in paragraaf 1 bedoelde procedures met betrekking tot de conformiteit van diensten.

De Regering ziet erop toe dat het publiek op de hoogte is van het bestaan, de verantwoordelijkheden, de identiteit, en de werkzaamheden en beslissingen van de in het eerste lid bedoelde overheden en stelt die informatie op verzoek in toegankelijke formats beschikbaar.

HOOFDSTUK 7. — *Toegankelijkheidsvoorschriften in andere handelingen van de Unie*

Art. 11. Voor de in artikel 3 bedoelde diensten vormen de in bijlage 1 bij dit decreet vermelde toegankelijkheidsvoorschriften verplichte toegankelijkheidsvoorschriften in de zin van artikel 42, § 1, van 2014/24/EU van het Europees Parlement en de Raad van 26 februari 2014 betreffende het plaatsen van overheidsopdrachten en tot intrekking van Richtlijn 2004/18/C, van artikel 60, lid 1, van Richtlijn 2014/25/EU van het Europees Parlement en de Raad van 26 februari 2014 betreffende het plaatsen van opdrachten in de sectoren water- en energievoorziening, vervoer en postdiensten en houdende intrekking van Richtlijn 2004/17/C en van artikel 53 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten.

Diensten waarvan de kenmerken, onderdelen en functies aan de overeenkomstig afdeling 3 vastgestelde toegankelijkheidsvoorschriften in bijlage 1 bij dit decreet voldoen, worden voor wat deze kenmerken, onderdelen en functies betreft geacht te voldoen aan de desbetreffende verplichtingen inzake toegankelijkheid krachtens andere Uniehandelingen dan deze richtlijn, tenzij in die andere handelingen anders wordt bepaald.

Art. 12. Conformiteit met geharmoniseerde normen en technische specificaties, of delen daarvan, die zijn vastgesteld overeenkomstig artikel 15 van Richtlijn (EU) 2019/882 van 17 april 2019, leiden tot een vermoeden van overeenstemming met artikel 24 voor zover deze normen en technische specificaties of delen daarvan aan de toegankelijkheidsvoorschriften van dit decreet voldoen.

HOOFDSTUK 8. — *Toepasselijke sancties*

Art. 13. § 1. Aan marktdeelnemers kan een administratieve boete worden opgelegd voor de volgende gedragingen:

1° de niet-naleving van artikel 7, § 1, wordt bestraft met een boete tussen 10 000 en 16 000 euro;

2° de niet-naleving van artikel 7, § 2, wordt bestraft met een boete tussen 5 000 en 8 000 euro;

3° de niet-naleving van artikel 7, § 3, wordt bestraft met een boete tussen 2 500 en 4 000 euro;

4° de niet-naleving van artikel 7, § 4, wordt bestraft met een boete tussen 5 000 en 8 000 euro;

5° de niet-naleving van artikel 7, § 5, wordt bestraft met een boete tussen 1 250 en 000 000 euro;

6° de niet-naleving van artikel 8 wordt bestraft met een boete tussen 2 500 en 4 000 euro.

§ 2. De bevoegde overheid kan, indien er verzachtende omstandigheden zijn, een administratieve boete opleggen die lager is dan de in paragraaf 1 bedoelde minimumbedragen.

§ 3. In geval van samenloop van verschillende overtredingen zoals bedoeld in § 1, worden de bedragen van de boetes gecumuleerd zonder dat ze evenwel de dubbel van het maximumbedrag van de zwaarste bestuurlijke boete mogen overschrijden.

§ 4. In geval van recidive binnen twee jaar na een beslissing waarbij op grond van dit decreet een bestuurlijke boete is opgelegd, mag de nieuwe bestuurlijke boete niet lager zijn dan tweemaal de boete die eerder voor dezelfde overtreding is opgelegd, tenzij de bevoegde overheid van oordeel is dat met verzachtende omstandigheden rekening kan worden gehouden.

§ 5. De verjaringstermijn voor het opleggen van een bestuurlijke boete wordt vastgesteld op drie jaar vanaf de datum waarop de overtreding is begaan.

§ 6. De Regering bepaalt de procedure voor het opleggen van een bestuurlijke boete en de procedure voor het instellen van beroep.

§ 7. Dit artikel is niet van toepassing op aanbestedingsprocedures die onder Richtlijn 2014/24/EU of Richtlijn 2014/25/EU vallen.

HOOFDSTUK 9. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 14. Onverminderd paragraaf 2 en tot 28 juni 2030 mogen dienstverleners hun diensten blijven verlenen met gebruikmaking van de producten die zij voor deze datum al rechtmatig gebruikten bij het verlenen van vergelijkbare diensten.

Dienstverleningscontracten die gesloten zijn vóór 28 juni 2025 blijven ongewijzigd doorlopen totdat zij verstrijken, evenwel uiterlijk tot vijf jaar na die datum.

§ 2. Zelfbedieningsterminals die dienstverleners vóór 28 juni 2025 rechtmatig gebruikten voor het verlenen van diensten, mogen tot het eind van hun economische levensduur gebruikt worden bij het leveren van vergelijkbare diensten, namelijk de periode waarin de terminals operationeel zijn, met een maximum van 28 juni 2035.

Art. 15. Dit decreet treedt in werking op 28 juni 2025.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 16 februari 2023.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Infrastructuren en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen, en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) *Zitting 2022-2023.*

Stukken van het Waalse Parlement 1139 (2022-2023) Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, openbare vergadering van 15 februari 2023.

Bespreking.

Stemming.

Bijlage 1. — Toegankelijkheidsvoorschriften voor producten en diensten

Afdeling 1. — Toegankelijkheidsvoorschriften voor de in dit decreet bedoelde diensten

Om het te verwachten gebruik van de diensten door personen met een handicap zo veel mogelijk te bevorderen, wordt bij het verlenen van stedelijke, voorstedelijke en regionale vervoersdiensten via zelfbedieningsterminals gezorgd voor het opnemen van functies, werkwijzen, beleid, procedures en veranderingen in de uitvoering van de dienst die gericht zijn op de behoeften van personen met een handicap, en op interoperabiliteit met hulptechnologieën. Daartoe moeten deze interactieve zelfbedieningsterminals die voor het verlenen van de dienst worden gebruikt, toegankelijk zijn overeenkomstig afdeling 2.

Afdeling 2. — Toegankelijkheidsvoorschriften voor producten

Producten moeten zodanig worden ontworpen en geproduceerd dat zij het te verwachten gebruik door personen met een handicap zo veel mogelijk bevorderen, en moeten vergezeld gaan, waar mogelijk in of op het product, van toegankelijke informatie over de manier waarop zij werken en over hun toegankelijkheidsfuncties.

1° Voorschriften betreffende informatieverstrekking:

a) de informatie over het gebruik van het product die op het product zelf is aangebracht (etiketten, instructies en waarschuwingen) wordt:

i) beschikbaar gesteld via meer dan één zintuiglijk kanaal;

ii) gepresenteerd op een begrijpelijke manier;

iii) gepresenteerd op een voor de gebruikers waarneembare manier;

iv) gepresenteerd met gebruikmaking van lettertypes in geschikte grootte en vorm, rekening houdend met de te verwachten gebruiksomstandigheden, alsmede met gebruikmaking van voldoende contrast en een aanpasbare letter-, regel- en alinea-afstand.

b) de instructies voor het gebruik van een product, indien die niet op het product zelf zijn aangebracht maar die worden aangeboden bij het gebruik van het product of op een andere wijze zoals via een website, onder meer ten aanzien van de toegankelijkheidsfuncties van het product, hoe ze geactiveerd worden en de interoperabiliteit ervan met hulpvoorzieningen, zijn bij het in de handel brengen openbaar toegankelijk, en worden:

i) beschikbaar gesteld via meer dan één zintuiglijk kanaal;

ii) gepresenteerd op een begrijpelijke manier;

iii) gepresenteerd op een voor de gebruikers waarneembare manier;

iv) gepresenteerd met gebruikmaking van lettertypes in geschikte grootte en vorm, rekening houdend met de te verwachten gebruiksomstandigheden, alsmede met gebruikmaking van voldoende contrast en een aanpasbare letter-, regel- en alinea-afstand.

v) wat de inhoud betreft, weergegeven in tekstformats die in alternatieve hulpformats kunnen worden omgezet, zodat zij op verschillende manieren en via meer dan één zintuiglijk kanaal kunnen worden aangeboden;

vi) vergezeld van een alternatieve weergave van niet-tekstuele inhoud;

vii) vergezeld van een beschrijving van de gebruikersinterface van het product (gebruik, bediening en terugkoppeling, invoer en uitvoer), die wordt verstrekt overeenkomstig punt 2; in de beschrijving wordt voor elk punt in punt 2° aangegeven of het product al dan niet van deze functies voorzien is;

viii) vergezeld van een beschrijving van de functionaliteit van het product;

ix) vergezeld van een beschrijving van de software- en apparatuurinterface voor aansluiting van het product op hulpapparaten; de beschrijving omvat een lijst van dergelijke tegelijkertijd met het product geteste hulpapparaten.

In punt viii worden overeenkomstig punt 2 functies voorgesteld die aangepast zijn aan de behoeften van personen met een handicap. In de beschrijving wordt voor elk punt in punt 2° aangegeven of het product al dan niet van deze functies voorzien is;

2° Ontwerp van de gebruikersinterface en van de functionaliteit:

Het product, met inbegrip van zijn gebruikersinterface, bevat kenmerken, elementen en functies waardoor personen met een handicap toegang hebben tot het product, en het product kunnen waarnemen, bedienen, begrijpen en controleren, doordat wordt gezorgd voor het volgende:

a) bij een product dat zorgt voor communicatie (waaronder communicatie tussen personen), bediening, informatie, controle en oriëntatie, zijn deze functies via meer dan één zintuiglijk kanaal mogelijk; daartoe behoort het aanbieden van alternatieven voor zien, horen, spraak en tactiele elementen;

b) bij een product met een spraakfunctie zijn alternatieven voor spraak en steminvoer aanwezig voor communicatie, bediening, controle en oriëntatie;

c) bij een product dat gebruik maakt van visuele elementen zijn de functies flexibele vergroting, helderheid en contrast aanwezig voor communicatie, informatie en bediening, en er is interoperabiliteit met de programma's en hulpapparaten voor navigatie door de interface;

d) bij een product dat voor het overbrengen van informatie, het weergeven van een handeling, het vragen om een

reactie of het identificeren van elementen gebruik maakt van kleur is er een alternatief voor kleur voorhanden;

e) bij een product dat voor het overbrengen van informatie, het weergeven van een handeling, het vragen om een reactie of het identificeren van elementen gebruik maakt van auditieve signalen is er een alternatief voor auditieve signalen voorhanden;

f) bij een product dat gebruik maakt van visuele elementen zijn er flexibele manieren voorhanden zijn om de helderheid van het beeld te verbeteren;

g) bij een product dat gebruik maakt van auditieve elementen zijn er functies voor volume- en snelheidsregeling door de gebruiker voorhanden, evenals verbeterde audiofuncties, zoals vermindering van geluidsinterferentie van producten in de nabijheid en functies voor een helder geluid;

h) bij een product met manuele bediening en controle zijn er alternatieven voor sequentiële controle en alternatieven voor fijnmotorische controle voorhanden, waarbij wordt vermeden dat voor het gebruik simultane controle nodig is, en wordt gebruikgemaakt van via tast te onderscheiden onderdelen;

i) het product heeft geen bedieningswijzen waarbij grote reikwijdte en veel kracht nodig zijn;

j) het product kan niet tot aanvallen van fotosensitieve epilepsie leiden;

k) het product beschermt de privacy van de gebruiker bij het gebruik van de toegankelijkheidsfuncties;

l) het product biedt een alternatief voor biometrische identificatie en controle;

m) de functionaliteit van het product is consistent en het biedt voldoende en flexibele interactietijd;

n) het product is voorzien van software en apparatuur voor aansluiting van het product op hulptechnologieën;

o) het product beantwoordt aan de volgende sectorspecifieke voorschriften:

i) zelfbedieningsterminals:

1. zijn voorzien van technologie voor het omzetten van tekst in spraak;

2. kunnen worden beluisterd met een eigen koptelefoon;

3. geven via meer dan één zintuiglijk kanaal een waarschuwing af indien de gebruiker binnen een gegeven tijd reageren moet;

4. bieden de mogelijkheid de tijd waarin voorzien wordt te verlengen;

5. bieden voldoende contrast en zijn voorzien van toetsen en bedieningen die via tast te onderscheiden zijn;

6. kunnen zonder inschakeling van een toegankelijkheidsfunctie gebruikt worden door gebruikers die de functie nodig hebben om de terminal aan te zetten;

7. zijn, indien het product audiosignalen of hoorbare signalen verspreidt, compatibel met in de Unie beschikbare hulpparaten en technologieën, met inbegrip van gehoor technologieën als gehoorapparaten, luisterspoelen, cochleaire implantaten en apparatuur voor ondersteund horen;

3° ondersteunende diensten (helpdesks, callcenters, technische ondersteuning, bemiddelingsdiensten, opleidingsdiensten) verstrekken via toegankelijke communicatiemethoden informatie over de toegankelijkheid van het product en de compatibiliteit ervan met hulptechnologieën.

Afdeling 3. — Toegankelijkheidsvoorschriften voor kenmerken, onderdelen en functies van producten en diensten overeenkomstig artikel 11, lid 2

Voor het vermoeden dat voldaan is aan de relevante verplichtingen krachtens andere Uniehandelingen ten aanzien van kenmerken, onderdelen of functies van producten en diensten is het volgende vereist:

1° producten:

a) de toegankelijkheid van de informatie ten aanzien van hoe een product werkt en welke toegankelijkheidsfuncties het bezit, beantwoordt aan de overeenkomstige elementen in afdeling 2, punt 1°, van deze bijlage, te weten via op het product zelf aangebrachte informatie over het gebruik van het product en via niet op het product aangebrachte instructies voor het gebruik van het product, maar die beschikbaar worden via het gebruik van het product of op een andere manier, bijvoorbeeld via een website;

b) de toegankelijkheid van kenmerken, elementen en functies van de gebruikersinterface en het functionaliteitsontwerp van producten beantwoordt aan de overeenkomstige toegankelijkheidsvoorschriften in afdeling 2, punt 2°, van deze bijlage.

2° diensten:

de toegankelijkheid van de kenmerken, onderdelen en functies van diensten beantwoordt aan de overeenkomstige toegankelijkheidsvoorschriften voor die kenmerken, onderdelen en functies beschreven in de afdelingen over diensten van deze bijlage.

Afdeling 4. — Functioneleprestatie-eisen

Teneinde het te verwachten gebruik door personen met een handicap zo veel mogelijk te bevorderen en ingeval de in de afdelingen 1 tot en met 3 vermelde toegankelijkheidsvoorschriften geen betrekking op één of meer functies van het ontwerp en de productie van producten of de verlening van diensten hebben, worden die functies of middelen via conformiteit met de desbetreffende functioneleprestatie-eisen toegankelijk gemaakt.

Deze functioneleprestatie-eisen mogen uitsluitend als alternatief voor één of meer specifieke technische voorschriften worden gebruikt indien er in de toegankelijkheidsvoorschriften naar verwezen wordt, en uitsluitend indien bij toepassing van de desbetreffende functioneleprestatie-eisen voldaan wordt aan de toegankelijkheidsvoorschriften en wordt vastgesteld dat bij het te verwachten gebruik door personen met een handicap het ontwerp en de productie van producten en de verlening van diensten tot gelijkwaardige of verhoogde toegankelijkheid leidt.

a) gebruik zonder zicht

bij producten of diensten met visuele bedieningswijzen is minstens één bedieningswijze beschikbaar die geen zicht vereist;

b) gebruik met beperkt zicht

Bij producten of diensten met visuele bedieningswijzen is minstens één bedieningswijze beschikbaar waarmee gebruikers met beperkt zicht het product kunnen bedienen.

c) gebruik zonder waarneming van kleur

Bij producten of diensten met visuele bedieningswijzen is minstens één bedieningswijze beschikbaar waarvoor de gebruiker geen kleur hoeft te kunnen waarnemen.

d) gebruik zonder gehoor

Bij producten of diensten met auditieve bedieningswijzen is minstens één bedieningswijze beschikbaar die geen gehoor vereist.

e) gebruik met beperkt gehoor

Bij producten of diensten met auditieve bedieningswijzen is minstens één bedieningswijze met versterkte audiofuncties beschikbaar waarmee gebruikers met beperkt gehoor het product kunnen bedienen.

f) gebruik zonder stemvermogen

Bij producten of diensten die steminvoer van gebruikers vereisen, is minstens één bedieningswijze beschikbaar die geen steminvoer vereist. Steminvoer omvat alle met de mond geproduceerde geluiden zoals spraak, fluit- of klikgeluiden.

g) gebruik met beperkte manueel-motorische of kracht

Bij producten of diensten die manuele handelingen vereisen, is minstens één bedieningswijze beschikbaar waarmee gebruikers het product kunnen gebruiken door middel van alternatieve handelingen die geen fijne motoriek en manuele vaardigheden of gelijktijdige bediening van meer dan één besturingselement vereisen.

h) gebruik met beperkte reikwijdte

De bedieningselementen van producten bevinden zich binnen het bereik van alle gebruikers. Bij producten of diensten met manuele bedieningswijzen is minstens één bedieningswijze beschikbaar die met beperkte reikwijdte en met beperkte kracht bediend kan worden.

i) minimalisering van het risico op het veroorzaken van lichtgevoelige aanvallen

Bij producten met visuele bedieningswijzen zijn geen bedieningswijzen beschikbaar waarvan bekend is dat zij lichtgevoelige aanvallen veroorzaken.

j) gebruik met beperkt cognitief vermogen

Bij deze producten of diensten is minstens één bedieningswijze beschikbaar met functies die het gebruik ervan eenvoudiger en gebruiksvriendelijker maken.

k) privacy

Bij producten of diensten die functies ten behoeve van de toegankelijkheid bevatten, is minstens één bedieningswijze beschikbaar die bij het gebruik van deze functies ten behoeve van de toegankelijkheid de privacy van de gebruiker waarborgt.

Bijlage 2. — Indicatieve niet-bindende voorbeelden van mogelijke oplossingen die bijdragen aan naleving van de toegankelijkheidsvoorschriften in bijlage 1

Afdeling 1. — Voorbeelden betreffende algemene toegankelijkheidsvoorschriften voor alle producten die onder afdeling 2, van bijlage 1 bij dit decreet vallen

Voorschriften in afdeling 2 van bijlage 1	Voorbeelden
1. Informatieverstrekking	
<i>a)</i>	
<i>i)</i>	Visuele en tactiele informatie of visuele en auditieve informatie aanbieden over de plaats waar een kaart in een zelfbedieningsterminal moet worden ingevoerd, zodat blinden en doven gebruik kunnen maken van de terminal.
<i>ii)</i>	Steeds dezelfde bewoordingen gebruiken, of de informatie een duidelijke en logische structuur geven, zodat personen met een verstandelijke handicap deze beter kunnen begrijpen.
<i>iii)</i>	Zorgen voor een voelbaar reliëfformaat of voor een geluid naast een waarschuwend tekst, zodat blinden de waarschuwing kunnen waarnemen.
<i>iv)</i>	Ervoor zorgen dat de tekst kan worden gelezen door personen met een visuele beperking.
<i>b)</i>	
<i>i)</i>	Elektronische bestanden ter beschikking stellen die gelezen kunnen worden door computers met schermlezers, zodat blinden de informatie kunnen gebruiken.
<i>ii)</i>	Steeds dezelfde bewoordingen gebruiken, of de informatie een duidelijke en logische structuur geven, zodat personen met een verstandelijke handicap deze beter kunnen begrijpen.
<i>iii)</i>	Instructievideo's van ondertitels voorzien.
<i>iv)</i>	Ervoor zorgen dat de tekst kan worden gelezen door personen met een visuele beperking.
<i>v)</i>	De tekst afdrukken in braille, zodat een blinde deze kan lezen.
<i>vi)</i>	Een diagram aanvullen met een tekstuele beschrijving van de belangrijkste elementen of de belangrijkste handelingen.
<i>vii)</i>	Geen voorbeeld

Voorschriften in afdeling 2 van bijlage 1	Voorbeelden
<i>viii)</i>	Geen voorbeeld
<i>ix)</i>	Een geldautomaat uitrusten met software en een aansluiting voor een koptelefoon waarmee de tekst op het scherm kan worden beluisterd.
2. Ontwerp van de gebruikersinterface en van de functionaliteit	
<i>a)</i>	Stem- en tekstinstructies leveren, of voelbare aanduidingen in het toetsenpaneel verwerken zodat blinden of slechthorenden in interactie met het product kunnen treden.
<i>b)</i>	Zelfbedieningsterminals met gesproken instructies ook uitrusten met instructies in de vorm van bijvoorbeeld tekst of afbeeldingen, zodat ook doven de vereiste handeling kunnen uitvoeren.
<i>c)</i>	Gebruikers de mogelijkheid bieden een tekst te vergroten, in te zoomen op een bepaald pictogram of het contrast te vergroten, zodat personen met een visuele beperking de informatie kunnen waarnemen.
<i>d)</i>	Gebruikers naast de mogelijkheid om via het drukken op een groene of een rode knop om tussen opties te kiezen, tevens op die knoppen te vermelden wat de opties zijn, zodat mensen die kleurenblind zijn hun keuze kunnen maken.
<i>e)</i>	Wanneer een computer een foutsignaal afgeeft tevens een geschreven tekst of een afbeelding weergeven met de fout in kwestie, zodat het doven duidelijk is dat er een fout is opgetreden.
<i>f)</i>	Extra contrast in beelden op de voorgrond mogelijk maken zodat slechtzzienden die kunnen zien.
<i>g)</i>	Telefoongebruikers in staat stellen het geluidsvolume te kiezen en de interferentie met gehoorapparaten verminderen, zodat slechthorenden de telefoon kunnen gebruiken.
<i>h)</i>	Knoppen op aanraakschermen groter maken en ver genoeg van elkaar plaatsen zodat personen met trillende handen ze kunnen bedienen.
<i>i)</i>	Ervoor zorgen dat om knoppen te bedienen niet veel kracht nodig is zodat motorisch gehandicapten de knoppen kunnen gebruiken.
<i>j)</i>	Flikkerende beelden vermijden zodat epileptici geen risico lopen.
<i>k)</i>	Het gebruik van koptelefoons mogelijk maken wanneer een geldautomaat gesproken informatie geeft.
<i>l)</i>	Als alternatief voor vingerafdrukherkenning, gebruikers die hun handen niet kunnen gebruiken in staat stellen een wachtwoord kiezen voor het vergrendelen/ontgrendelen van hun telefoon.
<i>m)</i>	Ervoor zorgen dat de software op voorspelbare wijze reageert wanneer een bepaalde handeling wordt uitgevoerd en er voldoende tijd is om een wachtwoord in te voeren, zodat deze gemakkelijk te gebruiken is voor verstandelijk gehandicapten.
<i>n)</i>	Zorgen voor een verbinding met een steeds hernieuwbare brailledisplay, zodat blinden de computer kunnen gebruiken.
<i>o)</i>	Voorbeelden van sectorspecifieke voorschriften
<i>i)</i>	Geen voorbeeld
<i>ii)</i>	Geen voorbeeld
iii) 1ste streepje	Een mobiele telefoon is toegerust op tekstgesprekken in realtime, zodat slechthorenden op een interactieve manier informatie kunnen uitwisselen.
4 ^{de} streepje	Het gelijktijdige gebruik van video in gebarentaal en tekst voor het schrijven van een bericht mogelijk maken, zodat twee doven met elkaar of met een horende kunnen communiceren.
<i>iv)</i>	Ondertiteling wordt doorgegeven via de decoder voor gebruik door doven.
3. Ondersteunende diensten	Geen voorbeeld

Bijlage 3. — Informatie over diensten die aan toegankelijkheidsvoorschriften voldoen

1. De dienstverlener neemt in de algemene voorwaarden of een gelijkwaardig document de informatie op waaruit blijkt dat de dienst aan de in artikel 4 vermelde toegankelijkheidsvoorschriften voldoet. Deze informatie omvat een beschrijving van de toepasselijke voorschriften en heeft, voor zover relevant voor de beoordeling, betrekking op het ontwerp en de werking van de dienst. In aanvulling op de voorschriften voor consumenteninformatie volgens de wet

van 21 december 2013 houdende invoeging van boek VI "Marktpraktijken en consumentenbescherming" in het Wetboek van economisch recht en houdende invoeging van de definities eigen aan boek VI, en van de rechtshandhabingsbepalingen eigen aan boek VI, in de boeken I en XV van het Wetboek van economisch recht, omvat de informatie de volgende elementen:

- a) een in toegankelijke formats weergegeven algemene beschrijving van de dienst;
- b) de beschrijvingen en toelichtingen die nodig zijn om te begrijpen hoe de dienst werkt;
- c) een beschrijving van de manier waarop de dienst aan de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften uit bijlage 1 voldoet.

2. Om aan punt 1 van deze bijlage te voldoen mag de dienstverlener de geharmoniseerde normen en technische specificaties waarvan de referenties in het Publicatieblad van de Europese Unie zijn bekendgemaakt, geheel of gedeeltelijk toepassen.

3. De dienstverlener verschaft informatie waaruit blijkt dat de conformiteit van de dienst met punt 1 van deze bijlage en met de toepasselijke voorschriften van dit decreet door het dienstverleningsproces en het toezicht daarop wordt gewaarborgd.

Bijlage 4. — Criteria voor de beoordeling van onevenredige last

Criteria voor het uitvoeren en documenteren van de beoordeling:

1. Verhouding van de nettokosten van de naleving van de toegankelijkheidsvoorschriften tot de totale kosten (exploitatie- en investeringsuitgaven) van de vervaardiging, distributie of invoer van het product voor, of het verlenen van de dienst aan, de marktdeelnemers.

Elementen voor de beoordeling van de nettokosten voor de naleving van de toegankelijkheidsvoorschriften:

- a) criteria met betrekking tot eenmalige organisatiekosten die in de beoordeling moeten worden meegenomen:
 - i) kosten voor extra personeel met expertise op het gebied van toegankelijkheid;
 - ii) kosten voor opleiding van personeel en competentieverwerving op het gebied van toegankelijkheid;
 - iii) kosten voor de ontwikkeling van een nieuwe procedure ter integratie van toegankelijkheid in de dienstverlening;

iv) kosten voor de ontwikkeling van richtsnoeren inzake toegankelijkheid;

v) eenmalige kosten voor het leren begrijpen van de wetgeving inzake toegankelijkheid;

b) criteria met betrekking tot de lopende productie- en ontwikkelingskosten die in de beoordeling moeten worden meegenomen:

i) kosten voor het ontwerpen van de toegankelijkheidsfuncties van het product of de dienst;

ii) kosten van de productieprocessen;

iii) kosten voor het testen van een product of dienst op toegankelijkheid;

iv) kosten met betrekking tot het samenstellen van documentatie.

2. De geraamde kosten en baten voor de marktdeelnemers, inclusief productieprocessen en investeringen, in verhouding tot de geraamde voordelen voor personen met een handicap, rekening houdend met aantal keer dat het specifieke product of de specifieke dienst is gebruikt, en de frequentie van dat gebruik.

3. Verhouding van de nettokosten van de naleving van de toegankelijkheidsvoorschriften tot de netto-omzet van de marktdeelnemer.

Elementen voor de beoordeling van de nettokosten voor de naleving van de toegankelijkheidsvoorschriften:

- a) criteria met betrekking tot eenmalige organisatiekosten die in de beoordeling moeten worden meegenomen:
 - i) kosten voor extra personeel met expertise op het gebied van toegankelijkheid;
 - ii) kosten voor opleiding van personeel en competentieverwerving op het gebied van toegankelijkheid;
 - iii) kosten voor de ontwikkeling van een nieuwe procedure ter integratie van toegankelijkheid in de productontwikkeling of dienstverlening;

iv) kosten voor de ontwikkeling van richtsnoeren inzake toegankelijkheid;

v) eenmalige kosten voor het leren begrijpen van de wetgeving inzake toegankelijkheid;

b) criteria met betrekking tot de lopende productie- en ontwikkelingskosten die in de beoordeling moeten worden meegenomen:

i) kosten voor het ontwerpen van de toegankelijkheidsfuncties van het product of de dienst;

ii) kosten van de productieprocessen;

iii) kosten voor het testen van een product of dienst op toegankelijkheid;

iv) kosten met betrekking tot het samenstellen van documentatie.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/30687]

15 DECEMBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 2013 relatif aux organismes de logement à finalité sociale

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'habitation durable, les articles 191, § 2, remplacé par le décret du 15 mai 2003 et modifié par le décret du 2 mai 2019, et 192 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 2013 relatif aux organismes de logement à finalité sociale ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 juillet 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 juillet 2022 ;